

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions**
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
B3J 1T3
Bid Fax: (902) 496-5016

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Acquisitions
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
B3J 3C9

Title - Sujet CCGS SPINDRIFT REFIT	
Solicitation No. - N° de l'invitation F5561-132079/A	Date 2013-04-17
Client Reference No. - N° de référence du client F5561-13-2079	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$HAL-403-8975
File No. - N° de dossier HAL-3-71012 (403)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-05-07	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brow, Theresa	Buyer Id - Id de l'acheteur hal403
Telephone No. - N° de téléphone (902) 496-5166 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS CCGS SPINDRIFT, FISHERIES AND OCEAN 9 COMMERCIAL STREET LOUISBOURG NOVA SCOTIA B1C1B5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables
5. Conférence des soumissionnaires
6. Visite facultative du navire
7. Période des travaux - marine
8. Calendrier de projet
9. Frais de transfert du navire
10. Installation de carénage - certification
11. Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation
12. Certification relative au soudage
13. Clauses du Guide des CCUA

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Dépouillement public des soumissions

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Responsables
5. Paiement
6. Instructions relatives à la facturation
7. Calendrier de projet
8. Réunions d'avancement
9. Locaux à fournir par l'entrepreneur
10. Certification relative au soudage
11. Inspection et acceptation
12. Travaux non complétés et acceptation
13. Garantie du navire - radoub et réparation
14. Garantie
15. Clauses du Guide des CCUA
16. Attestations
17. Lois applicables
18. Ordre de priorité des documents
19. Exigences en matière d'assurances

Liste des annexes

- Annexe " A " Énoncé des travaux
Annexe " B " Base de paiement
Annexe " C " Exigences en matière d'assurance
Annexe " D " Procédures de garantie et formulaires
Annexe " E " Attestations pour le code de conduite
Annexe " F " Feuille de présentation de la soumission financière

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et

Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les exigences en matière d'assurances et toute autre annexe.

2. Sommaire

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer le carénage, l'entretien et le réaménagement du navire Canadian Coast Guard's du ministère CCGC SPINDRIFT Conformément au Besoin décrit à l'annexe A
- b. effectuer tous les travaux imprévus et approuvés qui ne sont pas mentionnés au paragraphe a) ci-dessus.
B4029C (2008-05-12)

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2012-11-19) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqué à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention " exclusif " vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention " exclusif " feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Nouvelle-Écosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou

du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Conférence des soumissionnaires

Une conférence des soumissionnaires aura lieu à Coast Guard Base, Louisbourg, Nouvelle Ecosse, le 02 mai 2013. Elle débutera à une o'clock (PM). Dans le cadre de la conférence, on examinera la portée du besoin précisé dans la demande de soumissions et on répondra aux questions qui seront posées. Il est recommandé que les soumissionnaires qui ont l'intention de déposer une soumission assistent à la conférence ou y envoient un représentant.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant la conférence pour confirmer leur présence. Ils devraient fournir à l'autorité contractante, par écrit, une liste des personnes qui assisteront à la conférence et des questions qu'ils souhaitent y voir abordées, au moins trois (3) jours ouvrables avant la conférence.

Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

A9083T (2006-06-16)

6. Visite facultative du navire

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu le 01 mai 2013. Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante deux (2) jour(s) avant la visite prévue, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

A9038T (2006-06-16)

7. Période des travaux - marine

Les travaux doivent débuter et prendre fin comme suit :

Début : 14 Mai 2013;

Fin : 10 Juin 2013

En présentant une soumission, le soumissionnaire confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail ci-dessus permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

D6007T (2007-11-30)

8. Calendrier de projet

Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit proposer son calendrier de projet préliminaire sous la forme d'un diagramme Gantt. Le calendrier de projet doit comprendre la structure de répartition des

travaux du soumissionnaire, la programmation des principales activités et étapes et tout point pouvant nuire à l'achèvement des travaux.

Le calendrier du soumissionnaire doit également comprendre une date d'échéance prévue pour chacune des étapes importantes suivantes :

- a. la mise en cale sèche ;
- b. la remise à l'eau ;
- c. les essais en mer ;

A0011T (2007-05-25)

9. Frais de transfert du navire

9.1 Le prix d'évaluation doit inclure les frais de transfert du navire du port d'attache jusqu'au chantier naval ou à l'installation de radoub où les travaux seront exécutés, et de son retour au port d'attache une fois les travaux terminés, conformément à ce qui suit :

a. Le soumissionnaire doit fournir l'emplacement du chantier naval ou de l'installation de radoub où il propose d'exécuter les travaux ainsi que les frais applicables de transfert du navire, à partir de la liste fournie au paragraphe 2 de cette clause.

Chantier naval ou installation de radoub : _____

Frais applicables de transfert du navire : _____

b. Si l'emplacement du chantier naval ou de l'installation de radoub où le soumissionnaire a l'intention d'exécuter les travaux n'apparaît pas sur la liste fournie au paragraphe 2 de cette clause, le soumissionnaire doit, au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions, aviser par écrit l'autorité contractante de l'emplacement proposé pour l'exécution des travaux.

L'autorité contractante confirmera par écrit au soumissionnaire, au moins deux (2) jours civils avant la date de clôture des soumissions, l'emplacement du chantier naval ou de l'installation de radoub et les frais applicables de transfert du navire.

Toute soumission précisant un emplacement pour l'exécution des travaux qui ne figure pas sur la liste au paragraphe 2 de cette clause et pour laquelle un avis écrit n'a pas été reçu par l'autorité contractante comme cela est indiqué ci-dessus, sera déclarée non recevable.

9.2 Liste des chantiers navals ou des installations de radoub ainsi que des frais applicables de transfert du navire :

Navire : _____

Port d'attache : _____

Dans le cas des navires transférés avec un équipage du gouvernement, les frais de transfert incluent le coût du carburant à la vitesse de transit du navire la plus économique et le coût des travaux de radoub sans équipage seulement, ainsi que les frais de transport de l'équipage responsable de la livraison, basés sur le port d'attache du navire et du chantier naval ou de l'installation de radoub. Les frais de transport de l'équipage n'incluent pas les frais pour les membres de l'équipage de livraison qui demeurent au chantier naval ou à l'installation de radoub afin d'exécuter les tâches du projet liées au transfert du navire.

Dans le cas des navires transférés sans équipage par remorquage commercial, par chemin de fer, par route ou tout autre moyen de transport convenable, les frais de transfert doivent :

- i. faire partie de la soumission financière du soumissionnaire lorsque celui-ci est responsable du transfert; ou
- ii. être identifiés en tant que frais applicables de transfert du navire, selon la liste ci-dessous, lorsque le Canada est responsable du transfert.

Compagnie	City	Frais de transfert
AF Theriault	Methegan, NS	\$ 2,748.00
Shelburne Ship Repair	Shelburne, NS	\$ 1,811.00
LIFE	Lunenburg, NS	\$ 984.00
Abco	Lunenburg, NS	\$ 984.00
CME Marine	Sambro, NS	\$ 607.00
Aecon Fabco	Pictou, NS	\$ 3,149.00
Samson Boats	Arichat, NS	\$ 2,067.00

A0240T (2008-05-12)

10. Installation de carénage - certification

Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu pourra être appelé à démontrer à la satisfaction du Canada que la capacité certifiée de son installation de carénage, incluant tout moyen utilisé pour retirer le navire de l'eau, est appropriée au chargement prévu conformément aux plans connexes de carénage et autres documents. Le soumissionnaire retenu sera avisé par écrit et disposera d'une période raisonnable pour fournir des dessins détaillés de distribution de la charge et de la stabilité des blocs, ainsi que les calculs nécessaires pour démontrer le caractère adéquat des installations de carénage proposées.

Avant l'attribution du contrat et dans les deux (2) jours civils suivant la réception d'un avis écrit de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu doit fournir une attestation courante et valide de la capacité et de l'état des installations de carénage devant être utilisées pour les travaux. Cette attestation doit être fournie par un expert-conseil reconnu ou une société de classification reconnue et avoir été émise au cours des deux dernières années.

Bien qu'une installation de carénage puisse avoir une capacité totale supérieure à celle du navire à radoub, la distribution du poids du navire peut entraîner une surcharge pour les blocs. En outre, bien que les dimensions physiques d'une installation de carénage puissent porter à croire qu'elles pourraient accueillir un navire déterminé, d'autres limitations comme l'espace des rails sur des bords roulants, des jetées en béton ou des contreforts adjacents au bassin, pourraient empêcher l'installation d'être considérée comme un emplacement possible de carénage et rendre la soumission non recevable.

B9006T (2008-05-12)

11. Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les deux (2) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

A0285T (2007-05-25)

12. Certification relative au soudage

Le soudage doit être effectué par un soudeur approuvé par le Bureau canadien du soudage selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA):

- a. CSA W47.1-03, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier Min. Division 2.1; et
- b. CSA W47.2-FM1987 (R2003), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium la division 2.1;

Avant l'attribution du contrat et dans les deux (2) jours civils suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu doit montrer qu'il possède la reconnaissance de sa qualification en matière de soudage
B4075T (2008-05-12)

13. Clauses du Guide des CCUA

A7035T (2007-05-25) Liste des sous-traitants proposés
A9125T (2007-05-25) Convention collective valide

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission financière (1 copie papier)

Section II: Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission financière

1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la feuille de soumission financière à l'annexe " X ". Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

1.2 Clauses du Guide des CCUA

C0414T (2008-05-12) Radoub, réparation ou carénage de navires - coûts
C0417T (2008-05-12) Travaux imprévus et prix d'évaluation

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation financiers.

b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

A0069T (2007-05-25)

3. Dépouillement public des soumissions

Un dépouillement public des soumissions aura lieu à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 1713 Bedford Row, Halifax, NE, à 14h00 local le 07 mai 2013 .

A0017T (2007-05-25)

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste en vertu de l'article 01 des Instructions uniformisées 2003, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe requise à cet égard, aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Programme de contrats fédéraux - Attestation

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a. () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b. () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;

c. () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.

d. () n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

A3031T (2010-08-16)

2.2 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

- a. Calendrier de projet
- b. Installation de carénage - certification
- c. Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation
- d. Certification relative au soudage
- e. Liste des sous-traitants proposés
- f. Convention collective valide

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Capacité financière

Clause du Guide des CCUA A9033T (2012-07-16) Capacité financière

3. Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C. Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.
G1007T (2011-05-16)

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Besoin

L'entrepreneur doit :

a) effectuer le carénage, l'entretien et le réaménagement du navire Canadian Coast Guard du NGCC SPRAY conformément au Besoin décrit à l'annexe A.

b) effectuer tous les travaux imprévus et approuvés qui ne sont pas mentionnés au paragraphe a) ci-dessus.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2030 (2012-11-19), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.2 Conditions générales supplémentaires

1029 (2012-11-19) Réparation des navires s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Durée du contrat

3.1 Période des travaux - marine

Les travaux doivent débuter et prendre fin comme suit :

Début : 10 mai 2013;

Fin : 14 juin 2013.

L'entrepreneur confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail ci-dessus permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

D6007C (2007-11-30)

4. Responsables

4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Theresa Brow

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Public Works and Government Services Canada
Acquisitions Marine
1713 Bedford Row,
Halifax, NE
B3J 3C9

Theresa.Brow@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone : (902) 496-5166
Télécopieur : (902) 496-5016

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Dennis Bedley
Technical Authority
Fisheries and Oceans / Canadian Coast Guard
Technical Management Services

Telephone: (902) 426-2303
Facsimile: (902) 426-2330
E-mail Address: Dennis.Bedley@dfo-mpo.gc.ca

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5. Paiement

5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe " B ". Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux C0207C (2011-05-16)

5.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

6. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé " Présentation des factures " des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être faites pour le compte de:

Pêches et Océans Canada - Garde côtière canadienne
Ingénierie Maritime
Maritime Regional Headquarters Building
50 Discovery Drive, level 4
Dartmouth, Nova Scotia
B2Y 4A2

Att.: Mme. Diane McNair

L'exemplaire original doit être transmis pour vérification à:

Travaux publics et services gouvernementaux Canada
Acquisitions Marine
1713 Bedford Row
Halifax, NE
B3J 3C9

Att.: Theresa Brow
H5001C (2008-12-12)

7. Calendrier de projet

L'entrepreneur doit fournir un calendrier de projet détaillé sous la forme d'un diagramme de Gantt à l'autorité contractante et au responsable technique l'une (1) semaines après l'attribution du contrat. Ce calendrier doit mettre en évidence les échéances précises des étapes énumérées ci-dessous et de tous les éléments mentionnés à la feuille de renseignements sur les prix.

Le calendrier de l'entrepreneur doit comprendre les dates d'échéances prévues pour chacune des étapes importantes suivantes :

- a. la mise en cale sèche ;
 - b. la remise à l'eau ;
 - c. les essais en mer ;
- A0011C (2007-05-25)

8. Réunions d'avancement

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu aux installations de l'entrepreneur, au besoin, généralement une fois par mois. D'autres réunions pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le gestionnaire de contrats (projet), le gestionnaire de la production (superviseur) et le gestionnaire de l'assurance de la qualité. Les

réunions d'avancement incorporeront généralement des réunions techniques devant être présidées par le responsable technique.

B9035C (2008-05-12)

9. Locaux à fournir par l'entrepreneur

N/A

10. Certification relative au soudage

L'entrepreneur doit s'assurer que le soudage est effectué par un soudeur certifié par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA):

a. CSA W47.1-03, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier niveau minimum 2.1; et

b. CSA W47.2-FM1987 (R2003), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium niveau minimum 2.1;

En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.

Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable de l'inspection, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées et/ou une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagnée d'une copie de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudure, selon les normes du BCS.

B4075C (2008-05-12)

11. Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

D5328C (2007-11-30)

12. Travaux non complétés et acceptation

Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux non complétés à la fin de la période des travaux. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation pour le navire. Une réunion suivant la fin du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour examiner et signer le formulaire PWGSC-TPSGC 1205, Acceptation. Outre le montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux en cours s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.

L'entrepreneur doit remplir le formulaire ci-dessus en trois (3) exemplaires qui seront distribués par le responsable de l'inspection de la façon suivante :

a. l'original à l'autorité contractante de TPSGC;

- b. une copie au responsable technique;
 - c. une copie à l'entrepreneur.
- D5801C (2008-05-12)

13. Garantie du navire - radoub et réparation

La clause de garantie des conditions générales faisant partie du contrat est supprimée et remplacée par ce qui suit:

" 08Garantie

Si le Canada en fait la demande, l'entrepreneur doit remplacer ou réparer à ses propres frais tous travaux achevés (à l'exclusion des fournitures de l'État incorporées aux travaux) qui sont devenus défectueux ou ne répondent pas aux exigences du contrat suite à quelque défaut ou inefficacité dans la fabrication, les matériaux ou l'exécution du travail.

Malgré l'acceptation des travaux achevés et sans restreindre la portée d'aucune autre clause du contrat ni de quelque condition, garantie ou disposition imposée en vertu de la loi, l'entrepreneur garantit que les travaux suivants seront exempts de tout défaut et seront conformes aux exigences du contrat : la peinture de la partie immergée de la coque durant une période de 365 jours à compter de la date de sortie du bassin, sauf que l'entrepreneur ne sera tenu de réparer et(ou) de remplacer les éléments en question que selon une valeur déterminée comme suit :

Le coût initial pour le Canada des travaux de peinture immergée, divisé par 365 jours et multiplié par le nombre de jours restants dans la période de garantie. La somme établie par ce calcul représentera le " crédit en dollars " dû au Canada par l'entrepreneur.

tous les autres travaux de peinture durant une période de 365 jours à compter de la date d'acceptation des travaux;

tous les autres travaux durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation des travaux, sauf que :

la garantie portant sur les travaux liés à un système ou à de l'équipement qui n'est pas immédiatement mis en place ou en service continu sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation du navire;

la garantie portant sur tous les défauts, les écarts et les travaux en suspens énumérés dans le document d'acceptation à la livraison sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation subséquente de chaque article.

L'entrepreneur accepte de transmettre au Canada, et d'exercer au nom de celui-ci, toutes les garanties portant sur le matériel fourni ou détenu par l'entrepreneur dont la durée excède les périodes précisées ci-dessus.

Voir l'annexe " D " pour consulter les Procédures de réclamation pour les défauts en vertu de la garantie et les formulaires.

K0027C (2010-08-16)

14. Garantie - Entrepreneur responsable de tous les frais

L'article 22 intitulé Garantie des conditions générales 2030 est modifié en supprimant les paragraphes 3 et 4 et en les remplaçant par ce qui suit:

Les travaux ou toute partie des travaux jugés défectueux ou non conformes seront retournés aux locaux de l'entrepreneur en vue de leur remplacement, de leur réparation ou de leur rectification. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur conformément au paragraphe 3. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

K0030C (2012-07-16)

15. Clauses du Guide des CCUA

A0285C (2007-05-25) Indemnisation des accidents du travail

A9047C (2008-05-12) Titre de propriété du navire

A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

B5007C (2010-01-11) Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires

B6100C (2008-05-12) Stabilité

B9014C (2008-05-12) Travaux non complétés et acceptation - civils

B9035C (2008-05-12) Réunions d'avancement

A0024C (2010-08-16) Radoub du navire sans équipage

A0290C (2008-05-12) Déchets dangereux - navires

A9055C (2010-08-16) Rebuts et déchets

A9066C (2008-05-12) Navire - accès du Canada

B6100C (2008-05-12) Stabilité

16. Attestations

16.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

17. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en / au Nouvelle-Ecosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

18. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1029 (2010-08-16);
- c) les conditions générales - 2030 (2012-11-19);
- d) l'Annexe " A ", Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe " B ", Base de paiement;
- f) l'Annexe " F ", Feuille de présentation de la soumission financière;
- g) l'Annexe " C ", Exigences en matière d'assurance;
- h) la soumission de l'entrepreneur .

19. Exigences en matière d'assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe ____ . L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

G1001C (2008-05-12)

Solicitation No. - N° de l'invitation

F5561-132079/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal403

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

F5561-13-2079

HAL-3-71012

ANNEXE " A " ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Le devis de travail complet est disponible séparément comme document électronique et est nommé:

Devis Technique - NCGG SPINDRIFT 13-S038-006-1 14 mai 2013

ANNEXE " B " BASE DE PAIEMENT

Ne pas remplir cette section. Cette section sera remplie à l'adjudication du contrat. Vous référer à l'Annexe "H" "Feuille de présentation de la soumission financière"

1. Prix ferme du contrat

a) Travaux prévus

Pour les travaux prévus a Partie 1, précisés à l'annexe A et détaillés à l'Appendice 1 de la présente annexe?- Feuilles de renseignements sur les prix, pour un PRIX FERME de \$ _____

b) TVH (__ %) de la ligne a) seulement \$ _____

c) Total prix ferme TVH Incluse (a+b) Pour le prix ferme de : \$ _____

2. Travaux imprévus

2.1 Ventilation de prix :

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation de prix pour tous les travaux imprévus, selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

2.2 Prix établis au prorata :

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

2.3 Le paiement pour les travaux imprévus:

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, tel qu'autorisé par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) x _____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'oeuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, calculée à _____ p. 100 du coût total du matériel et de la main-d'oeuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.
C0902C (2008-12-12)

3. Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre de ce contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiements doivent être accompagnées d'un exemplaire de l'autorisation d'heures supplémentaires et de rapports faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Les primes seront calculées en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'œuvre directe, plus un bénéfice de 7 1/2 pour cent sur la prime de main-d'œuvre et les avantages sociaux. Ce tarif demeurera ferme pendant la durée du contrat, y compris toutes les modifications, et est sujet à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

4. Frais de service quotidiens

Dans l'éventualité d'un délai dans l'exécution des travaux qui a pour conséquence le dépassement de la date d'exécution des travaux prévue au contrat, et si ce délai est reconnu et accepté par l'autorité contractante comme attribuable au Canada, le Canada acceptera de payer l'entrepreneur des frais de service quotidiens décrits ci-après pour chaque journée d'un tel délai. Ces frais constitueraient la seule responsabilité du Canada envers l'entrepreneur pour ce délai.

Prix ferme pour frais de service quotidiens :

- a) Pour une journée de travail en cale sèche: \$ _____
- b) Pour une journée chômée en cale sèche: \$ _____
- c) Pour une journée de travail au quai: \$ _____
- d) Pour une journée chômée au quai: \$ _____

Les frais ci-haut incluent mais sans s'y limiter tous les aspects des coûts suivants: support administratif, services de production, assurance qualité, support pour la gestion du matériel, entretien et services aux navires et toutes autres ressources et coûts directs requis afin de maintenir le navire aux installations de l'entrepreneur. Ces frais sont fermes et ne seront sujet à aucune charge additionnelle, commission ou profit.

ANNEXE " C " EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES

C1. Assurance responsabilité des réparateurs de navires

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de réparateurs de navires d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000.00\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

La police d'assurance responsabilité des réparateurs de navires doit comprendre les éléments suivants :

Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Département des Pêches et Océans et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu importe la cause.

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
G5001C (2008-05-12)

C2. Assurance de responsabilité civile commerciale

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000.00\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat
G2001C (2008-05-12)

C3. Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada

Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé " Responsabilité ". Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprennent les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants, et leurs employés.

Que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur se limite à 10,000,000.00 \$. Cette limite ne s'applique pas au cas suivants :

toute violation des droits de propriété intellectuelle;
tout manquement aux obligations de garantie.

Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que la réclamation soit faite envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada
N0001C (2008-05-12)

ANNEXE " D " PROCEDURES DE GARANTIE ET FORMULAIRES

1. Portée

- a. Voici les procédures qui s'appliquent aux exigences particulières de garantie pour un navire, une fois le réaménagement effectué.

2. Définition

- a. Il existe un certain nombre de définitions du terme " garantie " dont la plupart visent à décrire leur portée et leur application en droit. Nous fournissons ici l'une de ces définitions?:

" Une garantie est une entente par laquelle la responsabilité d'un vendeur ou d'un fabricant à l'égard du rendement de son produit s'étend pour une période spécifique au-delà de la date à laquelle le produit passe aux mains de l'acheteur.?"

3. Conditions de garantie

- a. Les conditions générales du contrat aux fins de garantie des travaux de réaménagement sont définies dans les conditions générales 2030, Conditions générales - besoins plus complexes de biens, de TPSGC. Ces conditions viennent s'ajouter aux clauses du contrat.

- b. Les périodes de garantie peuvent être stipulées dans plus d'une partie :

- i. 90 jours à compter de la journée où le document d'acceptation 1205 de TPSGC est signé pour les travaux effectués par l'entrepreneur visant le réaménagement;
- ii. 365 jours à compter de la date de désamarrage du navire pour les zones spécifiées de peinture en surface et sous-marine;
- iii. 365 jours à compter de la journée où le document d'acceptation 1205 de TPSGC est signé pour les pièces et le matériel fournis par l'entrepreneur pour les travaux de réaménagement;
- iv. toutes autres périodes spécifiques de garantie qui peuvent être exigées dans le contrat ou offertes par l'entrepreneur.

- c. Les conditions qui précèdent ne visent pas le traitement d'autres défauts directement liés à des problèmes du responsable technique de la nature suivante?:

- i. les éléments qui deviennent inutilisables qui ne faisaient pas partie des spécifications de réaménagement;
- ii. les spécifications de réaménagement ou d'autres documents connexes qui exigent des modifications ou des corrections pour augmenter leur viabilité;
- iii. les travaux exécutés directement pour le responsable technique.

4. Déclaration des défauts aux fins de garantie

- a. Le but initial de la préparation d'un rapport de défaut vise à faciliter la décision de savoir s'il faut ou non y faire intervenir la notion de garantie et de prendre les mesures pour effectuer les réparations. Par conséquent, en plus de préciser le défaut, de préciser l'emplacement, etc., le rapport doit contenir des détails du défaut. Les décisions touchant la garantie, en règle générale, doit être prise à l'échelle locale et le processus administratif doit être conforme aux procédures établies.

- b. Ces procédures sont nécessaires car le fait d'invoquer une garantie ne signifie pas nécessairement que le garant effectuera automatiquement les réparations à ses propres frais. L'examen du défaut pourrait entraîner une renonciation de responsabilité. Par conséquent, il est essentiel que, lors de cet examen, le ministère soit directement représenté par un responsable technique compétent en mesure d'accepter ou de refuser les assertions du garant.

5. Procédures

- a. Dès que les employés se rendent compte qu'un équipement ou qu'un système ne respecte pas les normes établies ou est devenu défectueux, il faut suivre les procédures suivantes aux fins d'enquête et de rapport?:

i. Les responsables du navire doivent aviser le responsable technique lorsqu'un défaut, considéré comme étant directement lié aux travaux de réaménagement, a été remarqué.

ii. Après examen de la spécification et du document d'acceptation, le responsable technique, en collaboration avec le personnel du navire, doit compléter les données de base et la section 1 du formulaire de réclamation au titre de la garantie et faire parvenir l'original à l'entrepreneur aux fins d'examen, avec copie à l'autorité contractante de TPSGC. Si cette dernière ou le responsable de l'inspection est incapable de justifier une mesure visant la garantie, le formulaire de réclamation de défaut doit être retourné à son auteur accompagné d'une brève justification. (Il est à remarquer que dans ce dernier cas, TPSGC avisera l'entrepreneur de sa décision et aucune autre mesure ne sera requise de la part de l'entrepreneur.) Les défauts en vertu de la garantie peuvent être communiqués par courrier, par télécopieur ou par courriel, selon la méthode la plus appropriée.

iii. Si l'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des réparations, il doit remplir les sections 2 et 3 du formulaire de réclamation, le retourner au responsable de l'inspection, qui confirmera que les mesures correctrices ont été prises et qui distribuera des exemplaires du formulaire au responsable technique et à l'autorité contractante de TPSGC.

b. Si l'entrepreneur conteste la réclamation ou accepte d'en partager la responsabilité, il doit remplir la section 2 du formulaire de réclamation, et fournir les renseignements appropriés et le faire parvenir à l'autorité contractante, qui en distribuera des exemplaires aux personnes nécessaires.

c. Lorsque l'entrepreneur conteste une réclamation de défaut lié à la garantie, le responsable technique peut prendre les dispositions nécessaires pour que les ressources internes corrigent le défaut ou que les travaux soient donnés en sous-traitance. Tous les coûts connexes doivent être surveillés et notés et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC. Le coût des matériaux et de la main-d'œuvre consacrés à la correction du défaut devront être inscrits à la section 5 du formulaire de réclamation de défaut par le responsable technique, qui fera parvenir le formulaire à l'autorité contractante de TPSGC, à des fins de suivi. Les pièces d'équipement défectueuses doivent être conservées jusqu'au règlement de la réclamation.

d. L'équipement défectueux visé par une réclamation possible de garantie ne doit pas normalement être enlevé avant que le représentant de l'entrepreneur ait eu l'occasion d'observer le défaut. Les travaux nécessaires doivent être entrepris en suivant les méthodes habituelles de réparation; les coûts pertinents doivent être notés distinctement et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC.

6. Responsabilité

a. L'entente entre l'autorité contractante, le responsable de l'inspection, le responsable technique et l'entrepreneur entraînera l'un des résultats suivants:

i. L'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des frais de réparation en vertu des dispositions de garantie du contrat;

ii. Le responsable technique accepte l'entière responsabilité des réparations concernant l'élément visé; ou

iii. L'entrepreneur et le responsable technique acceptent de partager la responsabilité des coûts de réparation de l'élément inutilisable, auquel cas l'autorité contractante de TPSGC négociera la meilleure entente possible de partage des coûts.

b. Dans l'éventualité d'un désaccord, comme le stipule le paragraphe 5c TPSGC prendra les dispositions nécessaires avec l'entrepreneur, alors que le responsable technique informera ses cadres supérieurs en leur fournissant les données pertinentes et des recommandations.

c. Le coût total de traitement des réclamations de garantie doit inclure les frais de déplacement et d'hébergement des employés de l'entrepreneur et tenir compte des contraintes opérationnelles et du temps d'arrêt de l'équipement et des systèmes. Par conséquent, l'autorité contractante/le responsable de l'inspection et le responsable technique discuteront du coût de la main-d'œuvre et du matériel requis pour la prise des mesures correctives, en vue de déterminer la meilleure solution.

7. Période de vérification et de réparation visée par la garantie

a. Dans la mesure du possible, une période à quai doit être prévue juste avant l'expiration de la période de garantie de 90 jours. Cette période vise à fournir le temps nécessaire pour effectuer les réparations visées par la garantie et leur vérification par l'entrepreneur.

Solicitation No. - N° de l'invitation

F5561-132079/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal403

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

F5561-13-2079

HAL-3-71012

APPENDICE 1 À L' ANNEXE " D "

APPENDIX 1 to ANNEX D

Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada**Warranty Claim
Réclamation De Garantie**

Vessel Name – Nom de navire	File No. – N° de dossier	Contract No. - N ° de contrat
Customer Department – Ministère client		Warranty Claim Serial No. Numéro de série de réclamation de garantie
Contractor – Entrepreneur		<u>Effect on Vessel Operations</u> <u>Effet sur des opérations de navire</u> Critical Degraded Operational Non-operational Critique Dégradé Opérationnel Non-opérationnel
1. Description of Complaint – Description de plainte		
Contact Information – l'information de contact		
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>_____</div> <div>_____</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>Name – Nom</div> <div>Tel. No. - N ° Tél</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 10px;"> <div>_____</div> <div>_____</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>Signature – Signature</div> <div>Date</div> </div>		
2. Contractor's Investigative Report – Le rapport investigateur de l'entrepreneur		

Solicitation No. - N° de l'invitation

F5561-132079/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal403

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F5561-13-2079

File No. - N° du dossier

HAL-3-71012

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

3. Contractor's Corrective Action – La modalité de reprise de l'entrepreneur

Contractor's Name and Signature – Nom et signature de l'entrepreneur

Date of Corrective Action - Date de modalité de reprise

Client Name and Signature - Nom et signature de client

Date

4. PWGSC Review of Warranty Claim Action – Examen d'action de réclamation de garantie par TPSGC

Signature – Signature

Date

5. Additional Information – Renseignements supplémentaires

Solicitation No. - N° de l'invitation

F5561-132079/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal403

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

F5561-13-2079

HAL-3-71012

Canada

PWGSC-TPSGC

Solicitation No. - N° de l'invitation

F5561-132079/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal403

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

F5561-13-2079

HAL-3-71012

ANNEXE " E " ATTESTATIONS POUR LE CODE DE CONDUITE

Le défaut de fournir les informations suivantes rendra la soumission non recevable.

Dénomination sociale complète du fournisseur: _____

Adresse du fournisseur: _____

NEA du fournisseur: _____

Numéro de la demande de soumissions: F5561-122178/A

Liste des directeurs:

Insérer la liste des noms des personnes qui siègent actuellement au conseil d'administration du soumissionnaire ou de l'entrepreneur proposé

Nom	Position

Fixez les noms supplémentaires sur une feuille séparée si nécessaire.

ANNEXE " F " FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE

F0 Emplacement de la cale de radoub proposée _____

1. Prix pour évaluation

A) Travaux prévus

Pour les travaux prévus dans la Partie 1, précisés à l'annexe A et détaillés à la feuille de renseignements sur les prix, pour un PRIX FERME de : \$

B) Travaux imprévus

Nombre estimatif d'heures-personnes au tarif d'imputation ferme pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices: 75

C) Frais de services quotidiens

i) Cinq (5) journées de travail en cale sèche	X \$	= \$	
ii) Deux (2) journées chômée en cale sèche	X \$	= \$	
iii) Trois (3) journées de travail au quai	X \$	= \$	
Iv) Deux (2) journées chômée au quai	X \$	= \$	\$

D) Frais de transfert du navire

Tel que précisé dans la partie 2 \$

E) PRIX POUR ÉVALUATION

TVH excluse [A + B + C + D] : Soit un PRIX POUR ÉVALUATION de: \$

2. Travaux imprévus

2.1 Ventilation de prix :

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation de prix pour tous les travaux imprévus, selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

2.4 Prix établis au prorata :

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

2.5 Le paiement pour les travaux imprévus:

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, tel qu'autorisé par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) x _____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'oeuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, calculée à _____ p. 100 du coût total du matériel et de la main-d'oeuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

C0902C (2008-12-12)

3. Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre de ce contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiements doivent être accompagnées d'un exemplaire de l'autorisation d'heures supplémentaires et de rapports faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Les primes seront calculées en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'œuvre directe, plus un bénéfice de 7 1/2 pour cent sur la prime de main-d'œuvre et les avantages sociaux. Ce tarif demeurera ferme pendant la durée du contrat, y compris toutes les modifications, et est sujet à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

4. Frais de service quotidiens

Dans l'éventualité d'un délai dans l'exécution des travaux qui a pour conséquence le dépassement de la date d'exécution des travaux prévue au contrat, et si ce délai est reconnu et accepté par l'autorité contractante comme attribuable au Canada, le Canada acceptera de payer l'entrepreneur des frais de service quotidiens décrits ci-après pour chaque journée d'un tel délai. Ces frais constitueraient la seule responsabilité du Canada envers l'entrepreneur pour ce délai.

Prix ferme pour frais de service quotidiens :

- a) Pour une journée de travail en cale sèche: \$ _____
- b) Pour une journée chômée en cale sèche: \$ _____
- c) Pour une journée de travail au quai: \$ _____
- d) Pour une journée chômée au quai: \$ _____

Les frais ci-haut incluent mais sans s'y limiter tous les aspects des coûts suivants: support administratif, services de production, assurance qualité, support pour la gestion du matériel, entretien et services aux navires et toutes autres ressources et coûts directs requis afin de maintenir le navire aux installations de l'entrepreneur. Ces frais sont fermes et ne seront sujet à aucune charge additionnelle, commission ou profit.

5. Frais de transfert du navire

1. Le prix d'évaluation doit inclure les frais de transfert du navire du port d'attache jusqu'aux chantiers navals où les travaux seront exécutés, et son retour au port d'attache, conformément à ce qui suit:

- a) Le soumissionnaire doit inscrire à la ligne **F0** l'emplacement des chantiers navals où il propose d'exécuter les travaux. Les frais applicables de transfert du navire, à partir de la liste fournie à la section3 de cette clause doivent être inscrits au tableau I1.
- b) Si l'emplacement des chantiers navals où le soumissionnaire a l'intention d'exécuter les travaux n'apparaît pas sur la liste fournie à la section3 de cette clause, le soumissionnaire devra alors en aviser, par écrit, l'autorité contractante dans les **cinq (5) jours civils** précédant la date de clôture des soumissions, de l'emplacement proposé pour l'exécution des travaux. L'autorité contractante accusera réception, par écrit, dans les **trois (3) jours civils** précédant la date de clôture des soumissions, au soumissionnaire de l'emplacement des chantiers navals et confirmera les frais applicables de transfert du navire.

Toute proposition spécifiant un emplacement pour l'exécution des travaux qui ne figure pas sur la liste à la section3. de cette clause et pour laquelle un avis par écrit n'a pas été reçu par l'autorité contractante dans les cinq (5) jours précédant la date de clôture des soumissions, sera considérée irrecevable.

2. Les frais de transfert, dans le cas présent, sont basés sur l'utilisation d'un équipage du gouvernement et incluent les frais du carburant à la vitesse de transit du navire la plus économique, ainsi que les frais de transport de l'équipage responsable de la livraison, basés sur le port d'attaque du navire et des chantiers navals.

3. Voici les frais de transfert aller-retour qui s'appliquent aux installations suivantes:

Compagnie	City	Frais de transfert
AF Theriault	Methegan, NS	\$ 2,748.00
Shelburne Ship Repair	Shelburne, NS	\$ 1,811.00
LIFE	Lunenburg, NS	\$ 984.00
Abco	Lunenburg, NS	\$ 984.00
CME Marine	Sambro, NS	\$ 607.00
Aecon Fabco	Pictou, NS	\$ 3,149.00
Samson Boats	Arichat, NS	\$ 2,067.00

Solicitation No. - N° de l'invitation

F5561-132079/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal403

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

F5561-13-2079

HAL-3-71012

APPENDICE 1 À L'ANNEXE " F " - FEUILLE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES PRIX

La feuille de renseignements sur les prix sera présentée avec les minutes de la conférence des soumissionnaires sous forme de modification à l'appel d'offres.



Fisheries and Oceans
Canada

Canadian Coast Guard

Pêches et Océans
Canada

Garde côtière canadienne

GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE



SPÉCIFICATION DU RADOUB NGCC SPINDRIFT

SPÉCIFICATION N^o 13-S038-006-1

14 MAI 2013

LOUISBOURG (NOUVELLE-ÉCOSSE)



TABLE DES MATIÈRES

REMARQUES GÉNÉRALES	3
HD-01 Services.....	12
1. Alimentation électrique.....	12
2. Passerelles	12
3. Collecte de déchets	12
4. Accostage	13
5. Abris et hangars.....	13
6. Essais en mer	14
7. Contrôle de la qualité.....	14
HD-02 AMARRAGE ET DÉSAMARRAGE	15
HD-03 PEINTURE.....	18
HD-04 ANODES.....	23
HD-05 HÉLICES ET COUPE-ORINS	25
HD-06 VOILETS DE RÉGLAGE DE L'ASSIETTE	26
HD-07 CAOUTCHOUC DE TYPE « D »	27
E-01 BORDÉ DE PONT DE LA SALLE DES MACHINES.....	28
E-02 ESPACES MORTS (point à inspecter).....	29
E-03 ÉCHANGEURS DE CHALEUR ET REFROIDISSEURS.....	30
E-04 BOÎTES DE VITESSES À BÂBORD ET À TRIBORD (point à inspecter).....	33
E-05 ESSAI PARTIEL.....	36
L-01 ESSAI AU MÉGOHMMÈTRE.....	37
L-02 SYSTÈME DE SURVEILLANCE DU MOTEUR.....	38

NOTES GÉNÉRALES

1. **Responsable de projet au chantier** : Tous les travaux mentionnés, ainsi que les travaux imprévus, doivent être effectués à la satisfaction du Responsable du projet sur le chantier qui, sauf indication contraire, est le Chef mécanicien du navire, ou son représentant désigné. À l'achèvement de chacun des articles de la spécification, le chef mécanicien doit être avisé pour pouvoir procéder à une inspection des travaux avant la clôture du chantier de carénage. Le fait de ne pas aviser le chef mécanicien ne décharge pas l'entrepreneur de sa responsabilité de lui donner accès au navire pour inspection. De plus, l'inspection par le chef mécanicien ne remplace pas une inspection obligatoire par la Division de la sécurité maritime de Transports Canada (DSMTC), par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou par Santé Canada (SC).
2. **Sous-traitants**. Toutes les conditions, stipulations, etc., figurant dans les Remarques générales s'appliquent aux sous-traitants de l'entrepreneur principal qui effectuent des travaux dans le cadre d'un article quelconque de la présente spécification.
3. **Calendrier**. Pour la réunion préparatoire au carénage, l'entrepreneur retenu devra produire un échéancier de production, tel qu'un diagramme à barres, indiquant les dates de début et de fin de chaque article de la spécification. Ce document doit indiquer les dates critiques et permettre de visualiser les effets d'un glissement de date d'achèvement d'un article sur l'ensemble du chantier. Après tout report de date, l'entrepreneur doit fournir un calendrier de production révisé au chef mécanicien et à l'inspecteur de TPSGC.
4. **Forfait de service quotidien**. L'entrepreneur doit prévoir suffisamment de temps pour exécuter l'ensemble des travaux « planifiés » décrits dans la présente spécification. Sa soumission doit couvrir l'ensemble des frais de service quotidien estimés, avec un prix unitaire pour des ajustements éventuels. Il incombe à l'entrepreneur de prévoir suffisamment de ressources en personnel, en matériel et en équipement pour pouvoir effectuer les travaux mentionnés, avec une marge de tolérance pour les imprévus, dans les délais du contrat. La GCC ne sera en aucun cas responsable des efforts supplémentaires requis à la suite d'un défaut de l'entrepreneur de respecter son calendrier de production.
5. **Attestations de chimiste**. L'entrepreneur doit obtenir des attestations de chimiste de la Marine, selon la norme DSMTC TP-3177F, avant d'entreprendre toute opération de nettoyage, de peinture ou de travail à chaud dans les espaces clos ou les locaux techniques. Les attestations doivent clairement indiquer le type de travail autorisé, la période de validité du certificat et les renseignements suivants sur la qualité de l'air : teneur en gaz toxiques, en PPM, limites inférieures d'explosivité (LIE) en pour cent, teneur en O₂, en pour cent.

Chaque attestation doit être signée et datée par un chimiste de la Marine ou une personne qualifiée ayant effectué les mesures. Les attestations doivent être renouvelées selon les attestations. L'entrepreneur et ses sous-traitants sont avisés que tous les travaux effectués dans des espaces clos, selon la définition du Code canadien du travail (CCT) et des réglementations provinciales applicables, doivent respecter intégralement les présentes dispositions.

L'entrepreneur et ses sous-traitants sont avisés que tous les travaux effectués dans des espaces clos ou confinés, selon la définition du Code canadien du travail, partie II, du Règlement sur la sécurité et la santé au travail (navires) (RSST-N) et des réglementations provinciales applicables doivent respecter les exigences des documents suivants :

<http://www.tc.gc.ca/MarineSafety/tp/Tp3177/tp3177f.pdf>

Code canadien du travail <http://lois.justice.gc.ca/fr/L-2/index.html>

RSST-N, <http://laws.justice.gc.ca/fra/L-2/DORS-87-183/index.html>

6. **Soudage.** L'entrepreneur doit être certifié par le Bureau canadien de soudage (CWB) selon les exigences de la norme *W47.1-03, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier*, Division 1, 2.1 ou 2.2. Pour les travaux de soudage sur les superstructures en aluminium, la spécification GCC pour le SOUDAGE DE L'ALUMINIUM est TP 9415E et, de plus, l'entrepreneur doit être qualifié selon la norme CWB 47.2, soudage de l'aluminium. Tout le personnel effectuant des travaux de soudage doit être certifié par le CWB selon les normes ci-dessus, niveau Division 3. Si un sous-traitant est certifié Division 3, l'entrepreneur principal doit mettre en place un programme d'assurance qualité comportant des contrôles appropriés de la qualité du travail du sous-traitant. Pour tous travaux de soudage à proximité des paliers ou des équipements électroniques, la pièce soudée doit être mise à la masse localement. Le chef mécanicien doit être consulté avant l'exécution de tout travail de soudage à bord du navire.
7. **Travaux électriques.** Les installations ou les réparations effectuées sur des circuits électriques doivent respecter les exigences des versions les plus récentes des normes d'électricité maritimes :

TP 127F – Normes pour la sécurité électrique des navires

<http://www.tc.gc.ca/marinesafety/tp/tp127/TP127F.pdf>

Norme IEEE 45 - *Recommended Practice for Electrical Installation on Shipboard* (Pratique recommandées pour les installations électriques à bord des navires). <http://standards.ieee.org/announcements/45rev.html>

8. **Mesures de ventilation et de confinement pour le travail à chaud.** Pour tous les travaux planifiés et imprévus comportant des opérations de travail à chaud, l'entrepreneur doit s'assurer que la poussière, les débris, les gaz et la fumée produits par l'opération sont évacués hors du navire par la voie la plus directe.

Chaque article comportant une opération de travail à chaud doit être circonscrit à une zone définie et isolée du reste du navire pour toute la durée du travail, du point de vue des émanations et des fumées de soudage, de la poussière de meulage, etc. Ces zones sont décrites dans les articles constituant les lots de travaux planifiés. Pour tous les travaux imprévus impliquant des opérations de travail à chaud, une zone doit être déterminée selon la même logique. Cette zone doit être limitée à l'espace ou aux espaces dans lesquels le travail à chaud se déroule, aux zones adjacentes dans lesquelles des piquets d'incendie sont nécessaires et aux itinéraires d'accès entre la zone et l'extérieur du navire, pour les ouvriers, l'équipement de soudage et de découpage et les gaines de ventilation.

Dans les emménagements d'habitation et de travail qui ne peuvent pas être complètement isolés des zones accessibles au personnel, une double porte étanche (sas d'air) doit être installée pour limiter au maximum la migration de contaminants vers les locaux occupés. Le point d'extraction de la ventilation devrait être aussi proche que possible de la porte intérieure du site des travaux afin de réduire les fuites vers le sas d'air et vers les espaces d'habitation et de travail.

Dans la zone concernée, toutes les portes qui ne font pas l'objet de travaux ou qui n'ont pas besoin d'être ouvertes pour les activités de piquet d'incendie, doivent être rendues étanches aux gaz et aux fumées afin d'éviter la propagation des contaminants. Les coursives desservant la zone doivent être barrées de manière étanche. L'entrepreneur devra remettre en état toutes les surfaces et revêtements de tissu des compartiments qui n'auront pas été adéquatement protégés.

9. **Protection.** L'entrepreneur doit fournir des protections temporaires adéquates pour tout l'équipement et les locaux touchés par ces travaux. Il doit notamment prendre des précautions appropriées pour préserver les machines, les équipements, les accessoires, les magasins ou les éléments constitutifs (ameublement, revêtements muraux et de sol, etc.) susceptibles d'être endommagés par l'exposition aux intempéries, les déplacements de matériaux, la peinture, le sablage ou le grenailage, les particules volantes de sable, d'abrasifs ou de grenaille, les travaux de soudage, meulage, coupage, gougeage et peinture. Toutes les réparations de ce genre sont aux frais de l'entrepreneur.

10. **Services auxiliaires.** L'entrepreneur doit inclure dans sa soumission les coûts de tous les services de transport, de gréement, d'échafaudage, d'élingage, de grutage, d'enlèvement et de mise en place de pièces et d'équipements nécessaires pour l'exécution des travaux en question.
11. **Conditions ambiantes.** Sauf indication contraire, les conditions ambiantes suivantes doivent être respectées pour tous les composants, matériaux et installations fournis et mis en œuvre par l'entrepreneur :

Dans les zones exposées aux intempéries :

- température de l'air extérieur comprise entre -40 °C et +35 °C;
- vitesse maximale du vent : 50 nœuds;
- température de l'eau comprise entre -2 °C et +30 °C;
- chocs au chargement de 2,5 g dans le sens horizontal et de 1,5 g dans le sens vertical.

Tous les composants, matériaux et installations neufs utilisés à l'intérieur du navire doivent pouvoir supporter les chocs et les accélérations mentionnés ci-dessus.

12. **Travail à chaud et piquets d'incendie.** L'entrepreneur doit respecter son programme de gestion de la sécurité pour tout travail à chaud. Il doit notamment fournir des extincteurs et du personnel d'incendie en nombres suffisants du début des phases de chauffage au refroidissement complet de l'ouvrage. Les extincteurs de bord du navire ne doivent pas être utilisés, sauf en cas d'urgence. Si l'entrepreneur doit faire appel aux extincteurs de bord, ceux-ci doivent être rechargés et recertifiés aux frais de l'entrepreneur dans un établissement local désigné par la GCC.
13. **Déplacement d'équipements.** Tous les tuyaux, câbles, trous d'homme, éléments ou équipements déplacés temporairement pour l'exécution d'un travail mentionné ou pour l'accès à la zone de travail doivent être réinstallés dès la fin de l'opération avec les précautions d'usage, les joints et produits d'étanchéité, les produits anti-grippage, les brides et les ferrures nécessaires étant fournis par l'entrepreneur. Tous les équipements et systèmes affectés doivent être vérifiés après la fin des travaux sur le plan de leur fonctionnement et de l'absence de fuites. Les anomalies doivent être corrigées aux frais de l'entrepreneur. REMARQUE – Il incombe à l'entrepreneur de signaler au Chef mécanicien les équipements et les systèmes devant être vérifiés avant d'entreprendre les démontages nécessaires pour les travaux.

14. **Éclairages**. L'éclairage et la ventilation temporaires nécessaires pour l'exécution d'un article du devis descriptif doivent être fournis, installés et entretenus de manière sécuritaire, puis enlevés à la fin des travaux, par l'entrepreneur. Les ampoules ou les tubes néon non protégés ne sont pas acceptables comme éclairages temporaires à l'intérieur d'un navire. En d'autres termes, tous les appareils d'éclairage doivent être munis de protections mécaniques approuvées.
15. **Nettoyage**. l'entrepreneur doit s'assurer que tous les espaces, compartiments et zones dans lesquels des travaux ont été effectués ou qui ont servi de passages pour l'accès au chantier sont remis « à leur état d'origine » (c'est-à-dire tels qu'ils étaient avant le début du carénage). Cette exigence s'applique à toutes les zones de travaux, autant intérieures qu'extérieures, ainsi qu'aux éventuels locaux touchés se trouvant en dehors des zones définies pour les travaux. Les chiffons, débris et déchets produits par le personnel du chantier doivent être déposés chaque jour dans des contenants appropriés. Les frais de nettoyage de la poussière, des débris et des déchets doivent être inclus dans le prix de soumission.
16. **Inspection**. Il incombe à l'entrepreneur de faire appel aux services d'inspection de DSMTC, de TPSGC et de SC pour les articles à vérifier et à inspecter. Les experts maritimes de DSMTC sollicités par l'entrepreneur doivent signer le journal des inspections du Chef mécanicien pour les articles correspondants. Si l'approbation d'Environnement Canada (EC) ou d'un autre organisme réglementaire est requise par la loi ou par les conditions de travail énoncées dans la présente spécification, l'entrepreneur est responsable de faire appel aux services concernés et de tenir un registre de ces approbations. Les formulaires d'approbation et les registres doivent être remis en trois exemplaires à l'inspecteur de TPSGC.
17. **Peinturage**. Sauf instruction contraire, tout élément remplacé ou déplacé de la structure d'acier doit recevoir un minimum de deux couches d'apprêt marin dès la fin des travaux. L'entrepreneur doit signaler au Chef mécanicien la zone à traiter pour que celui-ci puisse spécifier le produit à utiliser. Les peintures à base de plomb sont interdites. Avant la mise en peinture, toutes les surfaces des pièces nouvelles, réparées ou déplacées doivent être décapées mécaniquement selon la norme minimale de préparation des surfaces. L'entrepreneur doit demander à l'inspecteur de TPSGC de venir sur place après le séchage complet de la première couche de peinture pour inspecter avant l'application de la seconde couche. Si ce n'est pas fait, l'entrepreneur devra appliquer une autre couche à ses frais.
18. **Matériaux et outillage**. Sauf instruction contraire, tous les matériaux doivent être fournis par l'entrepreneur, lequel doit également fournir l'outillage et l'équipement nécessaires pour effectuer le travail mentionné. Les outils spéciaux,

propres au navire, sont sous la responsabilité du chef mécanicien et doivent lui être restitués après usage. Il incombe à l'entrepreneur de prendre les outils à leur emplacement à bord du navire, de les remettre en place et de les fixer après usage. En dehors de ces circonstances, l'entrepreneur ne doit pas utiliser l'outillage et l'équipement de bord du navire.

21. **Documentation de référence.** Le Chef mécanicien peut avoir inclus dans la spécification et dans ses annexes des documents de référence (plans techniques, croquis, etc.) à titre d'illustration seulement. Tous les plans, croquis, schémas dimensionnels, descriptions, emplacements, mesures, valeurs techniques, nomenclature de matériaux, etc., indiqués ou implicites doivent être vérifiés par l'entrepreneur avant d'entreprendre tous les travaux ou les fabrications prescrits. Les anomalies doivent être notées et signalées, dès que possible, au Chef mécanicien et à l'inspecteur de TPSGC. Toutes les modifications des travaux mentionnés, dues à de telles anomalies doivent être résolues entre l'entrepreneur et le Chef mécanicien avant le début des travaux.

La révision et l'installation des machines et des équipements mentionnées dans les articles ci-après doivent être effectuées conformément aux instructions applicables, aux plans et aux spécifications du fabricant d'origine.

22. **Mesurage.** Toutes les mesures dimensionnelles doivent être prises et relevées en pouces. Sauf indications contraires, les dimensions linéaires doivent être mesurées et exprimées en millièmes de pouce (mils = 0,001 po). Les instruments de mesure utilisés seront décrits sur les relevés de mesures soumis. Les dimensions doivent être dactylographiées ou écrites de manière très lisible, avec le nom de la personne qui a pris les mesures. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que tous les équipements d'essai et de mesure (mécaniques ou électroniques) nécessaires pour effectuer les travaux mentionnés sont correctement étalonnés et il doit soumettre les certificats d'étalonnage de ces équipements à l'inspecteur de TPSGC avant l'inspection finale ou l'observation des essais.

Tous les résultats d'essais, les étalonnages, les mesures, les épreuves et les lectures doivent être correctement enregistrés, compilés et soumis entre trois (3) exemplaires dactylographiés : deux pour les services techniques de la GCC et un pour l'inspecteur de TPSGC. Les essais et les épreuves prescrits doivent être effectués à la satisfaction des représentants du propriétaire et de l'inspecteur de DSMTTC.

23. **Systèmes de sécurité incendie.** Si les travaux effectués sont susceptibles de désactiver les systèmes de lutte contre l'incendie ou de détection d'incendie, l'entrepreneur doit veiller à ce que le navire et tout le personnel présent à bord soient adéquatement protégés contre l'incendie, de manière permanente. Cela peut se faire en ne désactivant qu'une partie des systèmes concernés, en

utilisant des pièces de rechange pendant la durée des travaux ou en employant tout autre moyen raisonnable accepté par le Chef mécanicien.

Remarque. L'entrepreneur doit aviser le Chef mécanicien de la désactivation et de la réactivation des systèmes de lutte contre les incendies et de détection d'incendie

24. **Interdiction de fumer**. La politique sur l'usage du tabac dans la fonction publique interdit de fumer à bord des navires du gouvernement du Canada dans tous les espaces intérieurs où le personnel du chantier travaille. L'entrepreneur doit aviser ses ouvriers de cette politique et veiller à sa stricte application.

25. **Accès**. Le personnel de l'entrepreneur n'aura pas accès à certaines zones, sauf pour y effectuer les travaux prescrits dans le devis descriptif. Ces espaces comprennent les cabines, les bureaux, les ateliers, la timonerie, la salle des opérations, les toilettes publiques, les mess et les carrés des officiers et de l'équipage. L'entrepreneur doit veiller en outre à ce que ses employés n'apportent pas de nourriture à bord du navire.

27. **Nettoyage des quais à proximité du navire**. L'entrepreneur est responsable du nettoyage des zones adjacentes au navire utilisées par son personnel ou son équipement pour les besoins des travaux du contrat. Le nettoyage doit porter, entre autres, sur les points suivants :

- a) enlèvement de la poussière, des abrasifs et des débris;
- b) enlèvement des constructions temporaires, des conteneurs de déchets et des équipements;
- c) nettoyage immédiat et élimination par des moyens autorisés de tout déversement d'huile, de solvants ou autres liquides dangereux.

Informations supplémentaires

- I. Le NGCC Spindrift troubleur de 52 pi de la classe « Arun » exploité par la Garde côtière pour des missions de recherche et de sauvetage (SAR).

II. Détails du navire :

Port d'attache	Louisbourg, Nouvelle-Écosse
N° de coque	110
Année de construction	1992
Chantier	East Isle Shipyard,Georgetown PEI
Moteur	3408 Caterpillar Diesel
	Bâbord s/n 99U07120
	Tribord s/n 99U07121
Boîtes de vitesses	À double disque MG5141
Longueur hors-tout	15,773 mètres
Largeur hors-tout	5,208 mètres
Largeur en parallèles	2,045 mètres
Tirant d'eau	1,356 mètre

- III. Les joints neufs ou démontés (brides) doivent être réassemblés avec des boulons et des écrous autobloquants et en inox neufs. Toutes les brides en inox doivent être boulonnées de manière à assurer la continuité électrique. Les brides, les tuyaux ou les vannes en métaux différents doivent être complètement isolés les uns des autres avec interposition d'un joint isolant électrique. Si une pièce métallique doit être interposée entre deux tuyaux ou brides de même composition, une liaison électrique doit être établie entre les deux tuyaux de même métal (sans être en contact physique avec la pièce intermédiaire). Les tresses de liaison doivent être du même métal que celui auquel elles sont fixées.
- IV. L'entrepreneur doit utiliser des procédures de gréement et d'élingage approuvées et de l'équipement d'élingage certifié.
- V. L'entrepreneur est responsable d'identifier un point de levage adéquat sur le mât capable de soutenir le poids de ce dernier lorsqu'il est abaissé ou relevé. L'entrepreneur est responsable de tout dommage durant le relèvement ou l'abaissement du mât.
- VI. L'entrepreneur doit relever et abaisser le mât en attachant le dispositif de relevage au mât principal uniquement. En aucun cas le mât peut être abaissé ou relevé à l'aide de support fixés, de plaques, de renforcements ou autre structures semblable à moins d'avoir obtenu une approbation du représentant du propriétaire.
- VII. Avec le mât abaissé, le navire mesure 8,25 mètres de hauteur (du bas de la quille au point le plus haut).

- VIII.** L'entrepreneur doit prendre note des articles de la spécification qui ne sont pas détaillés (comme les tuyaux, circuits électriques, structures métalliques, etc.) qu'il a besoin de voir pour établir sa soumission. Bien que ce ne soit pas obligatoire, il est vivement recommandé que l'entrepreneur prenne les dispositions nécessaires pour venir visiter le NGCC WESTPORT à sa base, la station SAR de Westport, Nouvelle-Écosse, de la Garde côtière canadienne, avant d'établir sa soumission. Les soumissionnaires qui ne sont venus inspecter le navire pour déterminer l'ampleur des travaux seront évalués comme s'ils étaient pleinement informés de l'état actuel du navire avant le carénage.
- IX.** L'entrepreneur doit s'adresser au Responsable de projet adjoint, Dennis Bedley, des Services techniques intégrés de génie maritime de la Garde côtière canadienne pour toute visite du site, au numéro de téléphone 902-426-2303. Le responsable du projet organisera la visite et confirmera le lieu et la date.

HD-01 SERVICES

L'entrepreneur est responsable des raccordements supplémentaires nécessaires lors des déplacements du navire entre la cale sèche et les quais du chantier. Les services à quai sont nécessaires pour toute la période de carénage. Le coût de chaque service doit être indiqué séparément.

L'entrepreneur doit soumettre un prix global pour tous les services fournis aux navires au cours de la période de cale sèche, et aussi un tarif quotidien pour les ajustements éventuels.

1. Alimentation électrique à quai

- 1.1 Le navire doit être relié à un système d'alimentation à quai comportant une source unique de 100 A et des câbles et accessoires fournis par l'entrepreneur. Le navire a besoin d'une (1) alimentation secteur 100 A, 240 V, 60 Hz. L'entrepreneur doit baser son forfait sur une consommation globale de 4 000 kWh (kilowatts-heures) par jour pendant toute la période de carénage. Il doit également fournir un coût unitaire par jour de connexion pour les ajustements au prorata.
- 1.2 Un câble de masse doit être fixé à la coque et l'entrepreneur doit s'assurer de respecter toutes les prescriptions du bulletin « Sécurité de mise à la masse en cale sèche » de Transports Canada, Sécurité maritime.

<http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/bulletins-1989-06-fra.htm>

- 1.3 L'entrepreneur doit indiquer dans sa soumission comment il comptabilisera les kilowatts consommés par le navire. Les équipements de génération électrique du navire (onduleurs, convertisseurs, alternateurs) ne doivent pas être utilisés.

2. Passerelles d'embarquement

- 2.1 L'entrepreneur doit fournir et installer une passerelle d'embarquement complète, avec filets de sécurité et rambardes, conformément aux règlements provinciaux. La passerelle doit être installée à l'arrière du pont principal et doit être éclairée pendant les heures d'obscurité tant que des travaux sont en cours.

Site Web de référence :

<http://www.gov.ns.ca/lwd/healthandsafety/docs/FishSafe.pdf>

- 2.2 Tous déplacements de la passerelle pour les besoins des travaux de l'entrepreneur doivent se faire à ses frais.

3. Enlèvement des ordures

- 3.1 Tous les récipients à ordures (poubelles du navire ou contenants fournis par l'entrepreneur) doivent être vidés quotidiennement. L'entrepreneur doit en outre évacuer quotidiennement ses propres déchets des zones de travail du navire. Les frais correspondants doivent être inclus dans la soumission.
- 3.2 L'entrepreneur doit s'assurer que tous les espaces, compartiments ou locaux du navire, extérieurs et intérieurs, sont laissés propres, dans l'état où ils se trouvaient. Les frais d'enlèvement de la poussière, des débris et des matériaux associés doivent être inclus dans la soumission.

4. Amarrage

- 4.1 Les manœuvres d'accostage et d'amarrage doivent être exécutées conformément au manuel de sécurité de la flotte, MPO/5737, qui est reproduit dans l'annexe sur la sécurité.
- 4.2 Lorsque le navire n'est pas en cale sèche, il doit être amarré à quai dans le chantier de l'entrepreneur. La hauteur d'eau le long du quai doit être telle que la quille ne touche jamais le fond (navire droit et à flot).
- 4.3 L'entrepreneur est responsable de tous les déplacements du navire au cours de la période de carénage, y compris la réservation et les coûts des équipes d'amarrage, des remorqueurs, des pilotes, de l'amarrage initial, des mouvements du navire au cours de la période et, enfin, du largage des amarres au quai du chantier à la fin de la période de carénage.

5. Abri/enveloppe

- 5.1 L'entrepreneur doit fournir un abri de protection (de préférence chauffé) autour du navire avant le début des travaux. L'abri doit demeurer en place pendant toute la période de carénage. Avec le mât abaissé, le navire a une hauteur totale (du bas de la quille au point le plus haut) d'environ 8,3 mètres. L'abri chauffé doit envelopper toutes les zones de travaux extérieurs sur l'ensemble du navire, y compris la superstructure et le mât.
- 5.2 L'abri doit fournir une protection complète contre les intempéries pour l'exécution des travaux. Un tel abri a aussi l'avantage de contenir les débris, les particules et les matériaux utilisés (poussière de meulage, abrasif de

décapage, écailles de peinture, etc.) au voisinage immédiat de la zone de travail, ce qui permettra à l'entrepreneur de les récupérer et d'en disposer d'une manière conforme au règlement.

6. Essai en mer

- 6.1 Les soumissionnaires doivent inclure une période de 3 heures d'essai en mer dans leur prix de soumission. Pour ces essais, le navire sera manœuvré par le personnel de la GCC, sous l'autorité de l'entrepreneur. Le but de ces essais en mer est de prouver le fonctionnement adéquat et sécuritaire de tous les systèmes et équipements qui ont été modifiés, ajoutés ou déplacés au cours du carénage.

7. Contrôle de la qualité

- 7.1 L'entrepreneur doit avoir en place un programme d'assurance qualité éprouvé, basé sur les normes du programme d'assurance qualité CSA. Ce système doit fournir au représentant du propriétaire et à l'inspecteur de TPSGC un dossier concis de tous les renseignements pertinents demandés au cours du carénage du navire.
- 7.2 L'entrepreneur doit fournir un rapport dactylographié sur tous les essais, épreuves, étalonnages, mesures, etc., explicitement ou implicitement requis dans les articles de la présente spécification. L'entrepreneur doit compiler les lectures individuelles pour chaque article de la spécification en un rapport auquel sont annexées les notes originales des travailleurs. Une copie de ce rapport doit être remise au représentant du propriétaire et à l'inspecteur de TPSGC à la fin du carénage.
- 7.3 Le rapport final n'a pas besoin d'être un document officiel, mais plutôt un relevé concis de toutes les lectures et mesures. Ainsi, si un article de la spécification ne nécessite pas de lectures, il suffit de le mentionner.

HD-02 ENTRÉE ET SORTIE DU CHANTIER

L'entrepreneur doit amener le navire dans une cale sèche et prévoir une période suffisamment longue pour avoir le temps d'effectuer tous les travaux décrits dans la présente spécification avec une marge adéquate pour couvrir les travaux imprévus. L'entrepreneur doit également soumettre un coût unitaire par jour de service. Il est responsable de la disposition des tins et des épontilles pour maintenir l'alignement de la coque et des machines durant toute la période de carénage. À l'issue de tous les travaux mentionnés, l'entrepreneur doit procéder à la remise à flot du navire.

Le plan d'échouage est disponible à bord du navire ou auprès des Services techniques intégrés, Génie maritime. L'entrepreneur est responsable du retour de tous les plans prêtés, dans leur état d'origine, à l'issue des travaux.

3. Détails du navire :

Longueur hors-tout	15,773 mètres
Largeur en parallèles	5,208 mètres
Tirant d'eau	1,356 mètre
Contenance en carburant	3 028 litres
Construction de la coque	Aluminium
Systèmes électriques	24 V c.c. avec sous-système 12 V c.c.
	Branchements à quai : 240 V c.a.

4. Le navire doit être mis en cale sèche de façon que tous les bouchons de cale, transducteurs, anodes et grilles de prise d'eau soient dégagés et accessibles. L'entrepreneur doit prévoir un dégagement suffisant sous la quille pour effectuer les travaux mentionnés et doit recommander dans sa soumission le dégagement minimum nécessaire. Si des accessoires de la coque sont masqués, l'entrepreneur est responsable de la main d'œuvre et des matériaux nécessaires pour effectuer diverses opérations, comme le vidange des réservoirs, l'enlèvement des bouchons, le sablage/peinturage de la coque, le déplacement des tins pour accéder aux zones de travail mentionnées.

5. L'entrepreneur est responsable du transfert du navire de sa position d'amarrage ou de mouillage à sa position en cale sèche. De même, l'entrepreneur est responsable du transfert du navire de la cale sèche au poste d'amarrage après la remise à l'eau du navire. L'équipage ne sera pas en mesure de participer à ces opérations et les machines ne pourront pas être utilisées. Le poste d'amarrage doit être d'une profondeur suffisante pour que la quille ne touche pas le fond à un moment quelconque (navire droit et à flot).

6. Dans un délai de quatre (4) heures après la mise en cale sèche, l'entrepreneur doit commencer le nettoyage de la coque au jet haute pression d'eau douce. Une pression d'eau de 3 000 à 5 000 lb/po² est nécessaire pour éliminer toutes les salissures marines. Une fois la coque propre, l'entrepreneur doit faire une inspection visuelle préliminaire en présence du représentant du propriétaire. Pour le nettoyage au jet haute pression, tous les accessoires de la coque et toutes les ouvertures (à l'exception des prises d'eau de mer) doivent être adéquatement protégés. L'entrepreneur doit respecter la *Loi sur la protection des pêches côtières* pour le retraitement des eaux de nettoyage de la coque.
7. L'entrepreneur doit donner au représentant du propriétaire un minimum de quatre (4) heures de préavis avant d'ajouter ou de soutirer des liquides d'un compartiment quelconque du navire. De même, le représentant du propriétaire doit aviser l'entrepreneur de toute manœuvre de transfert de liquides à bord.
8. À la fin de tous les travaux mentionnés, le navire doit être remis à flot avec un préavis d'au moins 24 heures au représentant du propriétaire.
9. Toute contamination de la coque par des matières, des liquides et des débris présents dans le bassin de carénage doit être nettoyée après la remise à l'eau et la sortie de la cale sèche. Ce nettoyage doit être fait aux frais de l'entrepreneur et à la satisfaction du représentant du propriétaire.

Technical drawing of a plug detail, showing side and top views with dimensions and labels.

Labels:

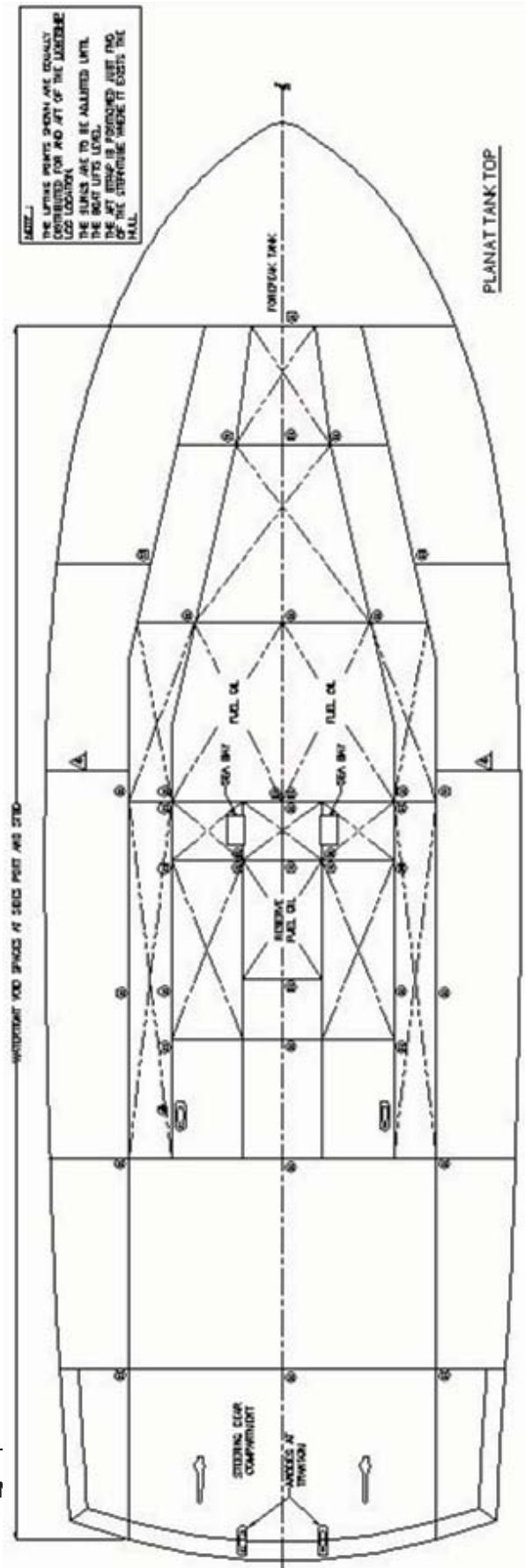
- DRILL $\frac{3}{16}$ " DIA HOLES
- $\frac{3}{4}$ " BOLT $\times \frac{3}{32}$ " THREAD
- HEX HOLE 10 DEEP TO SUIT 10mm ALLEN KEY (SLOT FOR FUEL TANK PLUGS)

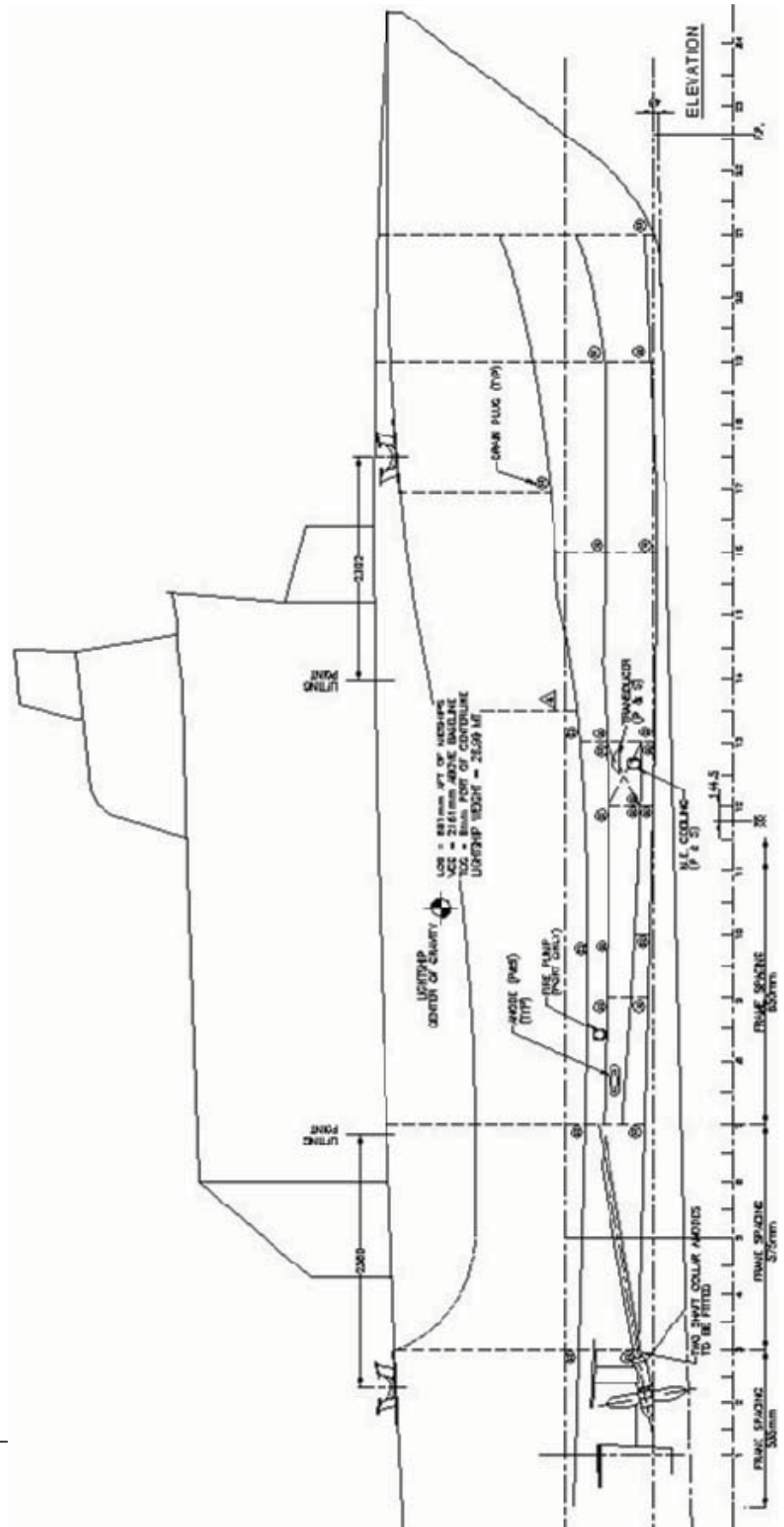
Dimensions:

- Overall length: 3.5
- Overall width: 3.24
- Top flange thickness: .6
- Internal hole diameter: .12

PLUG DETAIL

MATERIAL — S.S. PLUG





Légende

DRAIN PLUG = BOUCHON DE VIDANGE

S.S. Plug = Bouchon en acier inoxydable

WHERE ACCESS POSSIBLE = LÀ OÙ IL Y A UN ACCÈS

NYLON WASHER = RONDELLE EN NYLON

PLUG DETAIL = DÉTAILS DU BOUCHON

MATERIAL – S.S. PLUG = MATÉRIAU – BOUCHON EN ACIER INOXYDABLE

HEX HOLE 10 DEEP TO SUIT 10mm ALLEN KEY (SLOT FOR FUEL TAN PLUGS) = TROU

HEXAGONAL DE 10 mm DE PROFONDEUR POUR CLÉ ALLEN DE 10 mm (FENTE POUR BOUCHONS DU RÉSERVOIR DE CARBURANT)

DRILL 3/16 DRAIN HOLES = PERCER ORIFICES D'ÉVACUATION DE 3/16 po

BOLT = BOULON

THREAD = FILET

HD-03 PEINTURAGE

Surfaces à peindre des navires de la classe ARUN

Œuvres vives	85 m ²
Œuvres mortes	65 m ²
Timonerie	43 m ²
Passerelle haute	10 m ²
Pont principal	42 m ²

L'entrepreneur doit préparer les surfaces et appliquer le système de peinture prescrit conformément aux manuels et aux recommandations du fabricant de la peinture. Dans le cadre du processus Q&R de l'entrepreneur, les renseignements suivants doivent être fournis pour toutes les surfaces peintes.

- Liste des numéros de lot de peinture et des dates de fabrication correspondantes.
- Quantité et type des solvants ajoutés, s'il y a lieu.
- Mesure et enregistrement des conditions ambiantes.
- Détails des buses de peinture et des pressions.
- Mesures des épaisseurs de film humide prises à intervalles réguliers au cours de l'application.
- À l'aide d'une jauge calibrée, mesures des épaisseurs de film sec à raison de quinze (15) par 100 pieds carrés. Ces mesures doivent être consignées. Avec l'accord du représentant du propriétaire, et sous réserve que la cohérence des mesures soit bonne, l'entrepreneur pourra se limiter à quinze (15) mesures prises et consignées par 1 000 pieds carrés.
- Toutes les informations consignées seront présentées sous forme dactylographiée en trois (3) copies au représentant du propriétaire.

ŒUVRES MORTES ET SUPERSTRUCTURE

1. Les œuvres mortes (coque au-dessus de la ligne de flottaison) doivent être nettoyées de toutes les écailles de peinture, dépôts de sel, graisses, etc. Tous les débris doivent être collectés et éliminés de manière réglementaire (conformément aux lois et aux règlements fédéraux et provinciaux). Des copies des factures d'élimination environnementales doivent être remises au représentant du propriétaire.

2. L'entrepreneur doit soumettre un prix pour la réparation de 1 m² de la peinture de la superstructure, y compris la passerelle haute, et un prix unitaire (par m²) pour la peinture. Il doit nettoyer et préparer la superstructure et la passerelle haute en vue de l'application de la nouvelle peinture. Ces zones décapées et préparées seront appelées ci-après « surfaces nues ». Le prix total sera ajusté en fonction de la quantité effective de peinture appliquée. Les peintures écaillées ou dégradées doivent être enlevées avec précaution en s'efforçant de ne pas endommager la couche d'apprêt sous-jacente.

3. L'ensemble de la surface doit être préparé et peint selon la procédure suivante : toutes les surfaces nues décrites ci-dessus, après une préparation appropriée (selon les recommandations du fabricant de la peinture) et inspection par le représentant du propriétaire et approuvées par l'inspecteur de TPSGC, doivent recevoir une couche d'INTERPRIME 198 CPA098 (gris). La couche d'adhésion suivante d'Interlac 665 (blanc) doit être appliquée sur l'ensemble de la superstructure. Une couche finale d'Interlac 665 (blanc/noir mat) doit être appliquée sur l'ensemble de la superstructure. L'entrepreneur est informé que toutes les surfaces à peindre en noir doivent recevoir d'abord un apprêt marin noir mat.

4. Le système de peinture des œuvres mortes est le suivant :

Apprêt sur les surfaces nues	- Interprime 198 CPA098
Couche intermédiaire	- Interlac 665 (blanc/noir mat)
Couche extérieure	- Interlac 665 (blanc/noir mat)

5. L'entrepreneur doit soumettre un prix pour la préparation de 1 m² de revêtement des œuvres mortes et un coût unitaire par m² pour le peinturage. La surface comprise entre la ligne de flottaison et le pont doit être nettoyée et préparée en vue de recevoir une nouvelle peinture. Ces surfaces seront appelées ci-après « surfaces nues ». Le prix de l'entrepreneur sera ajusté en fonction des quantités réelles de produits appliqués.

6. La surface totale à préparer et à peindre comprend toutes les surfaces nues décrites ci-dessus, après une préparation appropriée (selon les recommandations du fabricant de la peinture), le tout étant observé et approuvé par l'inspecteur de TPSGC. Ces surfaces doivent recevoir une couche d'apprêt INTERPRIME 198 CPA098 (gris) produisant une épaisseur de film sec de 2,0 mils. La couche intermédiaire suivante d'Interlac 665 (rouge Garde côtière 509-102) doit être appliquée sur toute la surface comprise entre la ligne de flottaison et la ligne du pont de façon à produire une épaisseur de film sec de 2,0 mils. La couche initiale doit présenter un léger contraste avec la couleur de la couche finale. La couche finale d'Interlac 665 (rouge Garde côtière 509-102) d'une épaisseur de film sec de 2,0 mils doit être appliquée sur toute la surface comprise entre la ligne de flottaison et la ligne du pont. La bande d'identification

doit être préparée comme décrit ci-dessus et peinte avec de l'Interlac 665 (blanc) et de l'Interlac 665 (noir brillant). Les inscriptions en relief doivent être peintes avec de l'Interlac 665 (blanc).

7. L'entrepreneur doit décoller les anciennes décalcomanies au cours de l'étape de préparation décrite ci-dessus. Pour cela, il faudra probablement avoir recours à des moyens mécaniques et ces zones seront traitées comme des surfaces nues. L'entrepreneur doit repérer l'emplacement exact des décalcomanies. La dernière étape des travaux de cet article est l'application par l'entrepreneur des nouvelles décalcomanies fournies par le représentant du propriétaire :

- | | |
|---|--------------------|
| 1) Coast Guard / Garde côtière (2 fois) | 4) Canada (2 fois) |
| 2) Rescue Sauvetage (2 fois) | 5) Ottawa (2 fois) |
| 3) Fisheries and Oceans / Pêches et Océans (2 fois) | |
| Canada | Canada |

ŒUVRES VIVES

8. Toutes surfaces des œuvres vives du navire, y compris les safrans, les prises d'eau de mer, les décharges à la mer et les tableaux arrière d'aspiration doivent être nettoyées de toutes les écailles de peinture, les dépôts de sel et les salissures marines. Le nettoyage de la coque doit se faire dès l'entrée en cale sèche au moyen d'un jet d'eau douce à haute pression. La pression de l'équipement de lavage doit être réglée entre une valeur minimale de 3 000 lb/po² et une valeur maximale de 5 000 lb/po² (à ne pas dépasser).
9. Dans sa soumission, l'entrepreneur doit présumer que les œuvres vives sont contaminées par des salissures animales et végétales. Toutes les salissures de surface et l'enduit dégradé doivent être éliminés en s'efforçant de préserver, autant que possible, le revêtement sous-jacent. Des copies des factures, donnant les détails de l'élimination des déchets doivent être remises au représentant du propriétaire et à l'inspecteur de TPSGC. L'entrepreneur doit fournir un coût unitaire/m² pour le peinturage.
10. On estime que le revêtement antisalissure des eaux vives (sous la ligne de flottaison) est détérioré sur 5 m². Ces zones seront appelées ci-après « surfaces nues ». La surface totale des œuvres vives, de la quille à la ligne de flottaison, représente environ 85 m² qui doivent être préparés et réendus. Toutes les zones nues doivent être dégraissées au solvant à l'état SSPC-SP-1, puis décapées chimiquement avec un dégraissant B10, préparation C, ou un produit équivalent. Les bords du revêtement sain doivent être amincis pour obtenir une transition bien lisse. Si ce résultat ne peut être obtenu par nettoyage au solvant ou décapage chimique, il faudra biseauter les bords par d'autres moyens. Le résultat final doit être une couche saine, sans vides, ni tendance au décollement à la périphérie des surfaces nues.

11. Toutes les surfaces nues, après avoir été préparées de manière adéquate et inspectées par le représentant du propriétaire, doivent recevoir une première couche d'enduit Intershield 300ENA300/A (bronze) appliquée selon une épaisseur de film sec de 5,9 mils (film humide : 9,8 mils). L'entrepreneur doit ensuite appliquer une couche de Tie Coat Intergard 263 FAJ034/A (gris clair) d'une épaisseur de 5,0 mils sec (film humide : 8,8 mils) sur l'ensemble des œuvres vives. Après un séchage suffisant (« empreinte du pouce »), une couches de Trilux II (rouge) doivent être appliquées à raison de 2,0 mils film sec (film humide : 3,9 mils) chacune, sur l'ensemble des œuvres vives. La première couche de Trilux II doit avoir un léger contraste avec la couche finale. L'entrepreneur doit également peindre en blanc les marques de tirant d'eau. L'épaisseur des films secs est cumulative. L'entrepreneur doit respecter les spécifications et les recommandations du fabricant de la peinture pour l'application de ces revêtements.
12. L'intérieur des tableaux arrière de prise d'eau et les grilles immergées doivent être traités comme le reste des œuvres vives.
13. L'entrepreneur doit masquer toutes les ouvertures du pont et les décharges, en plus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter l'écoulement de liquides quelconques sur les surfaces en cours de préparation ou de peinture. Il doit également prendre des mesures pour éviter les dommages, les nettoyages inutiles et les réparations à la suite des processus de préparation et de peinture de la coque. Il doit en outre prendre des précautions pour éviter que les surfaces et les équipements autres que ceux mentionnés soient atteints par des jets de peinture et que les revêtements n'obstruent pas les entrées et les décharges d'eau.
14. Les machines et autres équipements de pont susceptibles d'être endommagés par les matériaux de revêtement doivent également être protégés. Ainsi, les hublots, portes, sabords, ouvertures diverses, anodes, transducteurs, hélices, arbres et mèches de safran doivent être recouverts de matériaux appropriés pour éviter les dommages ou l'entrée de matières étrangères pendant les opérations de sablage, de meulage et de peinture.

PONT

15. L'entrepreneur doit baser sa soumission sur la réfection d'une surface de 1 m² de revêtement antidérapant fourni par l'entrepreneur : Amercoat 138 (Devgrip 138). Ce prix de base sera ajusté, dans un sens ou dans l'autre, par l'entremise d'un formulaire 1379 en fonction de la surface antidérapante effectivement refaite. Le coût en question doit inclure le sablage ou grenailage (SSPC-SP-10), l'apprêt, le nettoyage, les matériaux et les fournitures. Des copies des factures détaillant l'élimination des vieilles peintures doivent être remises au représentant du propriétaire. Après avoir appliqué le revêtement antidérapant, l'entrepreneur doit

faire des retouches à la peinture gris clair du pont avec de l'Intersheen 579 (International), additionnée de sable pour rendre la surface antidérapante.

16. L'entrepreneur doit respecter les fiches techniques du fabricant pour ce qui est de la conservation, de la préparation, de l'application, etc., du système de peinture décrit dans la présente spécification. Tout écart par rapport aux instructions du fabricant doit être approuvé par le représentant du propriétaire avant l'application. La dilution des produits mentionnés n'est normalement pas nécessaire ni recommandée. Si la dilution est nécessaire, elle devra être faite en présence d'un représentant du fabricant des produits. Les dispositions et les coûts associés au déplacement et à la présence du représentant du fabricant sont aux frais de l'entrepreneur.

AVIS À L'ENTREPRENEUR :

Les systèmes de peinture décrits dans la spécification : International paints (revêtements existants), sauf lorsqu'un revêtement antidérapant Ameron est mentionné à l'article 15 ci-dessus, sont obligatoires, sauf des substituts approuvés par écrit par le représentant du propriétaire. L'entrepreneur doit respecter à la lettre les instructions du fabricant pour l'application de chaque revêtement en ce qui a trait aux conditions d'humidité, de température, de mélange et d'application.

HD-04 ANODES

1. L'entrepreneur et le représentant doivent inspecter les anodes une fois que le navire a été lavé. L'entrepreneur et le représentant du navire doivent identifier les anodes devant être remplacées. L'entrepreneur doit inclure dans sa soumission le coût de remplacement de toutes les anodes décrites à l'article 2. Toute courroie non requise ou additionnelle ou toute réparation mentionnée doit faire l'objet d'un formulaire 1379.

L'entrepreneur doit inclure dans sa soumission les coûts pour remplacer :

Dix (10) anodes en zinc de 10 kg pour coque/tableau arrière et leur courroies de fixation et préparer les plaques de fixation pour le peinturage conformément à la spécification HD-03 ci-dessus. Quatre (4) anodes colliers (fig. HD-04-2) pour les arbres bâbord et tribord. Quatre (4) anodes boulonnées pour gouvernail de 2,25 kg et pour des courroies d'aluminium comme illustré ci-dessous (HD-04-3).

2. L'entrepreneur doit, au besoin, utiliser les cercles de boulonnage et la quincaillerie existants.
3. L'entrepreneur doit préparer et peindre les plaques de fixation des anodes de la coque et du tableau arrière conformément à la section HD-03 Peinturage.
4. L'entrepreneur doit s'assurer que les courroies de boulonnage ne dépassent pas la plaque de fixation afin d'empêcher les cordes de s'y emmêler. Il est préférable que les anodes de la coque soient orientées selon un faible angle vers l'avant et l'arrière afin de permettre à la corde de glisser facilement.
5. Les travaux seront acceptés à la satisfaction du représentant de la GCC.

HD-04 ANODES (SUITE)



Figure HD-04-1 (10) Anodes de zinc de 10 kg, coque et tableau arrière



Figure HD-04-2 Anode collier pour les arbres d'hélice



Figure HD-04-3 Anode pour safran

HD-05 HÉLICES/COUPE-ORINS

1. L'entrepreneur et le représentant du navire doivent examiner l'hélice de bâbord et l'hélice de tribord pour voir si elles sont endommagées. L'entrepreneur doit préparer une estimation des coûts dactylographiée pour les réparations identifiées lors de l'inspection. Un exemplaire doit être remis au représentant du navire et un autre à l'inspecteur de TPSGC. Tout travail de réparation identifié doit être complété par le biais du formulaire 1379. Lors de l'approbation des réparations identifiées, et une fois celles-ci terminées, l'entrepreneur doit remettre une copie du certificat d'essai au représentant du navire et à l'inspecteur de TPSGC pour chaque hélice. L'acceptation dépend du bon fonctionnement pendant les essais en mer.
2. L'entrepreneur et le représentant du navire doivent examiner le coupe-orin de bâbord et celui de tribord pour voir s'ils sont endommagés (coupe-orins manquants, boulons manquants, mauvais alignement, etc.). L'entrepreneur doit préparer une estimation des coûts dactylographiée pour les réparations identifiées lors de l'inspection. Un exemplaire doit être remis au représentant du navire et un autre à l'inspecteur de TPSGC. Tout travail de réparation identifié doit être complété par le biais du formulaire 1379. L'acceptation dépend du bon fonctionnement pendant les essais en mer.

Figure HD-05 Hélice de bâbord et hélice de tribord Coupe-orin



(A)



(B)

HD-06 VOLET DE RÉGLAGE DE L'ASSIETTE

1. L'entrepreneur doit tester le fonctionnement des volets de réglage de l'assiette de bâbord et de tribord avant la mise en cale sèche du navire en présence du représentant du propriétaire.
2. L'entrepreneur doit inspecter l'extérieur des volets de réglage de l'assiette de bâbord et de tribord afin de détecter toute autre pièce usée (tringleries, tiges, câbles indicateurs, etc.) lorsque le navire est en cale sèche; cela doit être effectué en présence du représentant du propriétaire.
3. L'entrepreneur doit préparer un rapport dactylographié de ses conclusions, y compris les réparations nécessaires et les coûts connexes. Une copie doit être remise au représentant du propriétaire, ainsi qu'à l'inspecteur de TPSGC. Les réparations non effectuées dans le cadre de cet article de la spécification doivent être faites par le biais du formulaire 1379.
4. L'acceptation dépend du fonctionnement des volets de réglage de l'assiette à la satisfaction du représentant du propriétaire et conformément à la spécification du fabricant.
5. L'entrepreneur doit enlever tout le liquide hydraulique AW32 des volets de réglage de l'assiette, y compris celui se trouvant dans le réservoir de stockage, les canalisations, les tuyaux et les boîtes à soupapes dans le compartiment de l'appareil à gouverner. Les volets de réglage de l'assiette doivent être rincés avec du liquide de rinçage hydraulique fourni par l'entrepreneur et nettoyés si possible. L'entrepreneur doit nettoyer le réservoir de stockage avec un linge sans peluche. Noter que lorsque le système est plein, il contient huit (8) litres.



Figure HD-06-1 Volet de réglage de l'assiette de tribord

HD-07 CAOUTCHOUC DE TYPE « D »

L'entrepreneur doit retirer et remplacer le caoutchouc de type « D » endommagé sur la proue du navire. Le caoutchouc de type « D » est assujéti au navire au moyen de boulons et d'écrous en acier inoxydable et de cales en téflon. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit réutiliser les boulons et les écrous. L'entrepreneur doit établir une soumission pour remplacer des écrous et des boulons en acier inoxydable de 6 ½ po. L'entrepreneur doit nettoyer le canal en caoutchouc de type « D » à la satisfaction du représentant de la Garde côtière canadienne et repeindre les parties endommagées conformément aux spécifications de la tâche HD-03 ci-dessus.

Fournisseur recommandé de caoutchouc de type « D »

Himmelman Elastomers Ltd
45, avenue Gloria McCluskey
Dartmouth (N.-É.)
Numéro de téléphone : 1-902-468-4762



E-01 PONT ET CALE DU COMPARTIMENT DES MACHINES

1. À la fin de tous les travaux à effectuer sous le pont et vers la fin de la période de carénage, l'entrepreneur doit procéder aux travaux suivants.
2. L'entrepreneur doit démonter les plaques de pont du compartiment des machines en prenant garde de conserver toute la boulonnerie (boulons, rondelles et écrous) jusqu'à la réinstallation. Les plaques doivent être débarquées et placées dans un endroit où elles peuvent être nettoyées et préparées en vue de leur réinstallation, conformément aux exigences du présent article.
3. L'entrepreneur doit dégraisser et nettoyer les moteurs et les boîtes de transmission bâbord et tribord. Il doit évacuer tous les contaminants liquides et les débris du compartiment des machines.
4. L'entrepreneur doit nettoyer à la vapeur toutes les surfaces contaminées par de l'huile et des liquides des moteurs, notamment les cales et les surfaces de pont. Il doit utiliser au besoin des détergents pour éliminer les accumulations de graisse. À la fin de ces travaux, l'entrepreneur devra évacuer toutes les eaux, contaminants liquides et débris de la cale du compartiment des machines.
5. L'entrepreneur doit essuyer et sécher toutes les surfaces du compartiment des machines, y compris la cale et les plaques de pont à la fin des travaux ci-dessus. Tous les résidus liquides, y compris l'eau de décapage, doivent être retirés et éliminés d'une manière approuvée.
6. L'entrepreneur doit nettoyer mécaniquement toutes les plaques de pont du compartiment des machines avant de les réinstaller à la fin de cet article. Les plaques de pont doivent être réinstallées avec la boulonnerie existante.
7. L'acceptation de ces travaux sera soumise à l'approbation du représentant du propriétaire. Des copies des factures détaillant l'élimination des déchets doivent être remises au représentant du propriétaire et à l'inspecteur de TPSGC.

E-02 ESPACES MORTS (POINT À INSPECTER)

L'entrepreneur doit communiquer avec le bureau local de la Direction de la Sécurité maritime de Transports Canada (DSMTC) pour faire venir l'inspecteur qui examinera les espaces morts mentionnés ci-dessous. Les espaces morts doivent être inspectés par la DSMTC et examinés par le représentant du propriétaire et l'inspecteur de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) une fois le dégazage terminé. Toute réparation à faire selon la DSMTC, puis approuvée par le représentant du propriétaire, doit être effectuée au moyen du formulaire 1379.

L'entrepreneur doit retirer tous les couvercles de trous d'homme, les joints d'étanchéité et les sacs de fardage énumérés à la spécification E-02-1 des espaces morts suivants :

3L002/Espaces morts à tribord (espace mort 1s-espace mort 10s)	3L005/Réservoirs de sacs de fardage à
bâbord (sac de fardage 1p-sac de fardage 6p)	
3L003/Espaces morts à bâbord (espace mort 1p-espace mort 10p)	3L006/Réservoirs de sac de fardage
centraux (sac de fardage 1c-sac de fardage 6c)	
3L001/Espace coqueron (espace mort-1c)	
3L004/Réservoirs de sac de fardage à tribord (sac de fardage 1s–sac de fardage 6s)	

Se reporter aux figures E-02-2 et E-02-3 pour les emplacements (**39** espaces morts au total).

Le retrait des couvercles des trous d'homme et des sacs de fardage doit être inspecté par la DSMTC.

Au cours de l'inspection, les entrepreneurs doivent prendre note de tous les éléments faisant obstacle (p. ex. les conduits, les supports, les fils et les panneaux) aux couvercles de trous d'homme et ajouter leur retrait et leur réinstallation au devis.

L'entrepreneur doit ouvrir les espaces morts mentionnés et retirer le feillard, les sacs de fardage et les miettes de mousse plastique en plus de dégazer les zones internes. Tous les espaces morts énumérés dans la figure E-02-1 doivent être dégazés par une personne qualifiée avant d'entrer et de procéder au travail à chaud, le cas échéant. Trois (3) copies du certificat de dégazage doivent être fournies au représentant du propriétaire avant le début de toute inspection ou réparation. L'entrepreneur doit retirer tous les débris à terre. Tous les travaux réalisés doivent répondre aux exigences du représentant du propriétaire.

L'entrepreneur doit retirer les miettes de polystyrène et les sacs de fardage des espaces morts figurant sur la liste. L'entrepreneur doit indiquer sur chaque sac l'espace mort d'où ce dernier a été retiré et consigner le nombre total de sacs retirés des espaces morts individuels. Ces sacs sont maintenus en place par des sangles de

chargement boulonnées aux membrures des espaces morts. Certains de ces sacs de fardage peuvent s'être ouverts et les miettes s'être répandues dans l'espace mort. Celles-ci doivent être ramassées et remises dans les sacs de cet espace qui seront étanchéisés de nouveau. Les entrepreneurs doivent s'engager à fournir environ six nouveaux sacs de fardage (72 litres de volume, plastique de six mils) et à les installer.

E-02 ESPACES MORTS (SUITE DU POINT À INSPECTER)

L'entrepreneur doit inspecter tous les couvercles de trous d'homme et remplacer les boulons manquants et endommagés. L'entrepreneur doit établir un devis pour le remplacement d'environ dix (10) boulons M8 en acier inoxydable de 32 mm de long et de rondelles en acier inoxydable ainsi que pour l'enlèvement et la mise en place de 10 filets vissés de type helicoil qu'il devra fournir. Les trous borgnes doivent être examinés visuellement pour détecter les dégâts éventuels et réparés le cas échéant (p. ex. en les remplissant de soudure et en les taraudant à nouveau) conformément au formulaire 1379.

L'entrepreneur doit demander un crédit pour la section 3 du rapport d'inspection du navire par la DSMTC, lorsque l'inspecteur aura approuvé tous les espaces morts internes.

L'entrepreneur doit replacer tous les sacs de fardage à leur emplacement approprié, comme cela est décrit ci-dessus au point numéro quatre, et ce, après avoir reçu l'approbation de l'inspecteur de la DSMTC. Avant de replacer les sacs de fardage et après l'exécution de toutes les inspections, l'entrepreneur doit retirer tous les matériaux étrangers (p. ex. débris, métaux, baguettes de soudage) des espaces morts. L'entrepreneur doit replacer les couvercles de trous d'homme à leur emplacement d'origine et utiliser, le cas échéant, de nouveaux joints d'étanchéité et de nouveaux boulons qu'il devra fournir.

L'entrepreneur doit faire une soumission pour les essais de pression des espaces morts par la DSMTC. La pratique courante exige de pressuriser les espaces à un (1) pouce de niveau d'eau et de maintenir cette pression aussi longtemps que l'exige la DSMTC. L'entrepreneur doit se conformer à la recommandation de la DSMTC, pour ce qui est de la pression du système et du délai nécessaire pour obtenir l'approbation. L'entrepreneur doit accorder un crédit si le travail décrit ci-dessus est jugé non nécessaire.

L'acceptation reposera sur l'approbation de la DSMTC, en ce qui concerne cette spécification. L'acceptation de la tâche repose également sur la satisfaction du représentant du propriétaire.

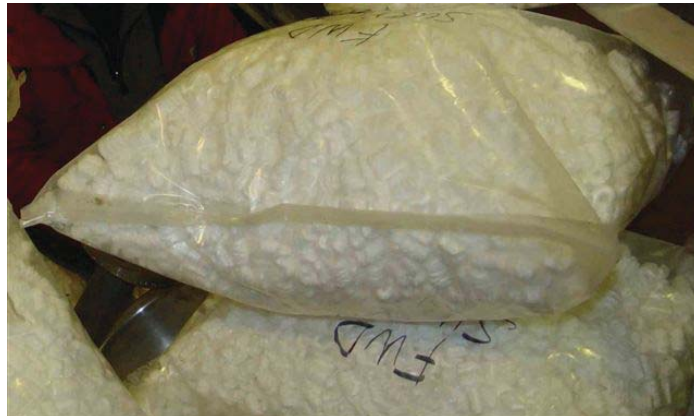
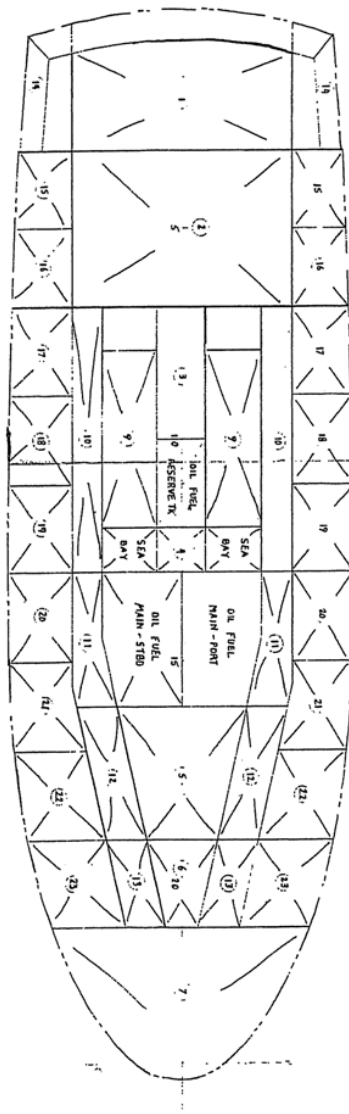
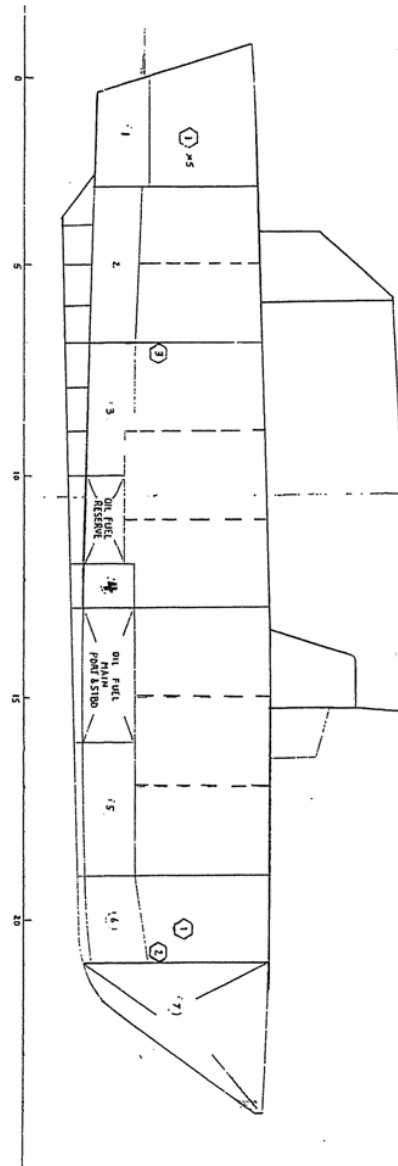
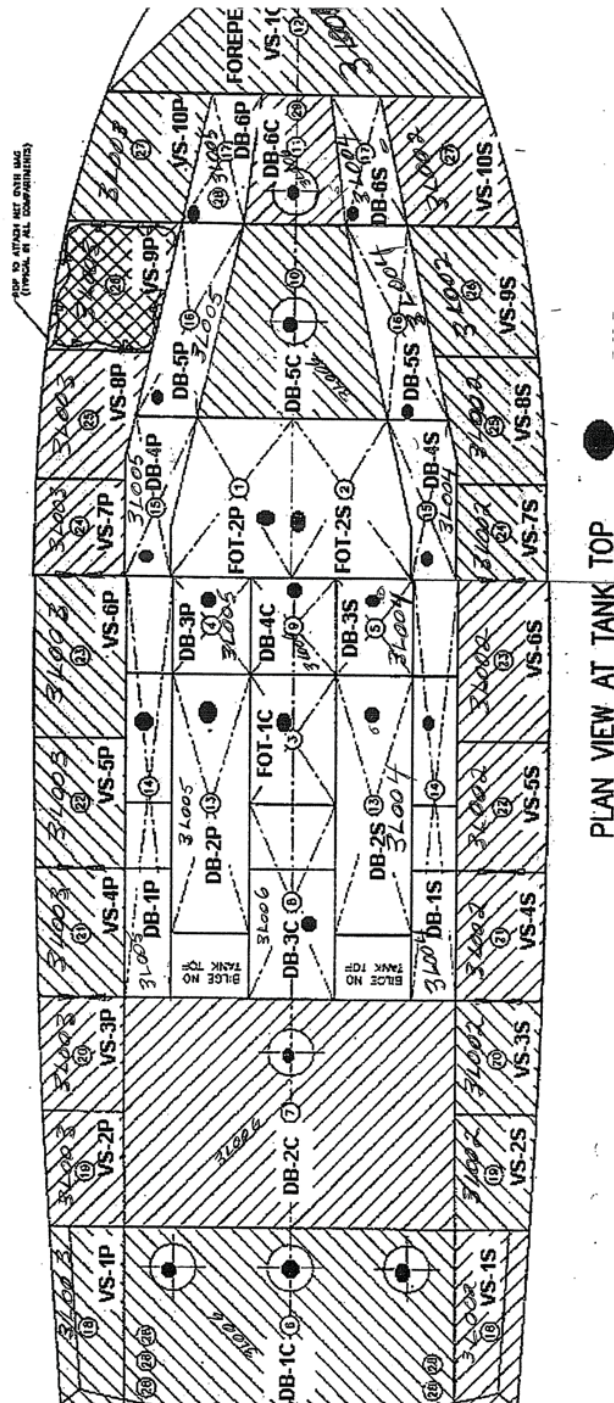


Figure E-02-1

E-02 RÉSERVOIRS et CADRES – Figure E-02-2



E-02-3 RÉSERVOIRS et CADRES



PLAN VIEW AT TANK TOP

E-03 ÉCHANGEURS DE CHALEUR/REFROIDISSEURS

1. L'entrepreneur doit enlever et nettoyer les échangeurs de chaleur et les refroidisseurs suivants, puis les soumettre à un essai de mise en pression :
 - Eau douce et eau de mer de moteur – bâbord et tribord (échangeurs de chaleur)
 - L'entrepreneur doit remplacer les thermostats bâbord et tribord des échangeurs de chaleur
 - Postrefroidisseur de moteur – bâbord et tribord
2. L'entrepreneur doit noter, lors de l'inspection visuelle, l'emplacement et l'état de tous les objets qui gênent le retrait (bâbord et tribord) et qui pourraient nuire à l'accès. Le prix de la soumission doit comprendre tous les travaux liés au retrait des obstructions visibles.
3. Le déplacement ou la perturbation des objets faisant obstruction, et leur remise en place en bon état, incombent à l'entrepreneur, et celui-ci doit les inclure dans sa soumission.
4. L'entrepreneur doit nettoyer et tester sous pression chaque refroidisseur/échangeur de chaleur énuméré ci-dessus. Tous les travaux doivent être effectués en présence de l'inspecteur de TPSGC et du représentant du navire.
5. L'entrepreneur doit fournir et installer de nouveaux filtres-tiges recommandés pour tous les systèmes requis mentionnés ci-dessus. L'entrepreneur doit fournir du liquide de refroidissement neuf et remplir les systèmes perturbés. Il doit installer de nouveaux joints d'étanchéité statique pour remplacer les joints perturbés; ces nouveaux joints doivent être faits d'un matériau semblable à celui des vieux joints. L'entrepreneur doit soumettre un prix pour la fourniture de quatre (4) litres de liquide de refroidissement à durée de vie prolongée Caterpillar.
6. L'entrepreneur doit enlever toutes les anodes des systèmes susmentionnés et en fournir et installer de nouvelles.
7. L'acceptation définitive dépend de la réussite de l'essai en mer; cet essai sera réussi si tous les systèmes perturbés ou ayant fait l'objet de travaux fonctionnent conformément aux spécifications du fabricant. Atlantic Tractors and Equipment doit voir l'équipement bien fonctionner pendant les essais en mer.
8. L'entrepreneur doit fournir un rapport écrit sur l'état des refroidisseurs et des échangeurs de chaleur; ce rapport doit être accompagné de photographies des refroidisseurs et des échangeurs de chaleur prises avant et après leur nettoyage.

E-03 ÉCHANGEURS DE CHALEUR / REFROIDISSEURS (SUITE)

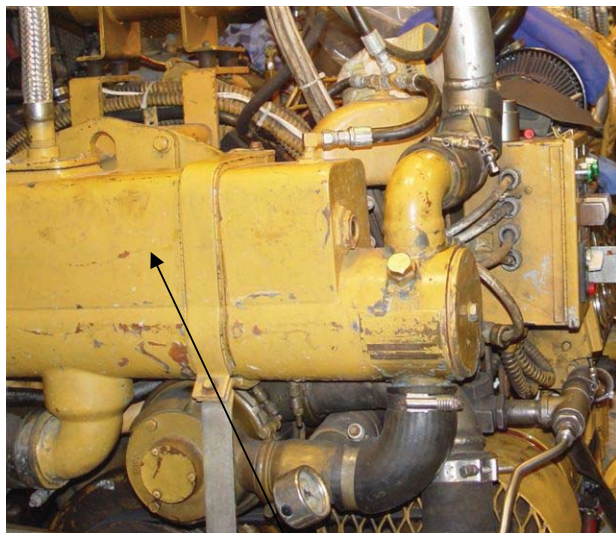


Figure E-03-1 Échangeur de chaleur typique



E-03-2 Postrefroidisseur typique

**E-04 APPAREILS DE RENVERSEMENT DE MARCHE À BÂBORD ET À TRIBORD
(POINT À INSPECTER)**

L'entrepreneur doit prendre des dispositions pour qu'un inspecteur de la DSMTC et le représentant de la Garde côtière canadienne (GCC) sur place inspectent les appareils indiqués ci-dessous en respectant l'échéance prescrite par la section 111.

**3G001/Appareil de renversement de marche à bâbord
3G002/Appareil de renversement de marche à tribord**

E-05 ESSAI PARTIEL

L'entrepreneur doit communiquer avec le bureau d'Atlantic Caterpillar de la région afin de mener un essai partiel (analyse du rendement) des appareils à bâbord et à tribord. On a d'ailleurs fait appel à la Garde côtière canadienne pour réaliser ce travail en vertu d'un contrat distinct. L'entrepreneur doit présenter une soumission quant à la prestation des services d'un journalier pour aider le représentant de Caterpillar à installer l'équipement de mesure, travail de deux heures, le cas échéant. L'entrepreneur doit prévoir suffisamment de temps pour la réalisation de ces travaux lors du radoub et de l'essai partiel lors des essais en mer. Le représentant d'Atlantic Caterpillar doit présenter un rapport écrit des résultats des essais.

L-01 MESURE AU MÉGOHMMÈTRE (POINT À INSPECTER)

1. L'entrepreneur doit effectuer un essai au mégohmmètre sur le câblage électrique à bord et les démarreurs (s'assurer que les diodes sont isolées sur les démarreurs de moteur). L'entrepreneur doit isoler les circuits contenant du matériel électronique. L'entrepreneur devra assumer le coût lié au remplacement de tout équipement endommagé à la suite du non-respect des instructions ci-dessus.
2. L'entrepreneur doit consigner tous les relevés du revêtement isolant pour chaque circuit et en fournir une copie à l'inspecteur de TPSGC et à l'inspecteur de la DSMTC. De plus, il doit communiquer avec le bureau local de la DSMTC pour faire venir l'inspecteur, conformément à la section 3 du rapport d'inspection.
3. L'entrepreneur doit repérer toutes les composantes qui nécessitent une attention particulière avant et après le relevé, puis en informer le représentant du propriétaire. La réparation des circuits mis à la terre doit s'effectuer au moyen du formulaire 1379.

L-02 SYSTÈME DE SURVEILLANCE DU MOTEUR

L'entrepreneur doit communiquer avec Trihedral Engineering pour que son technicien effectue le travail contractuel de la Garde côtière canadienne sur le système de surveillance du moteur. L'entrepreneur doit établir le calendrier pour le radoub de façon à ce que les travaux de Trihedral n'entravent pas le respect de la date d'achèvement. Il doit également fournir les services d'un journalier pour aider à effectuer les travaux pendant huit heures. Il est à noter que les travaux devraient s'effectuer dans trois jours ouvrables.